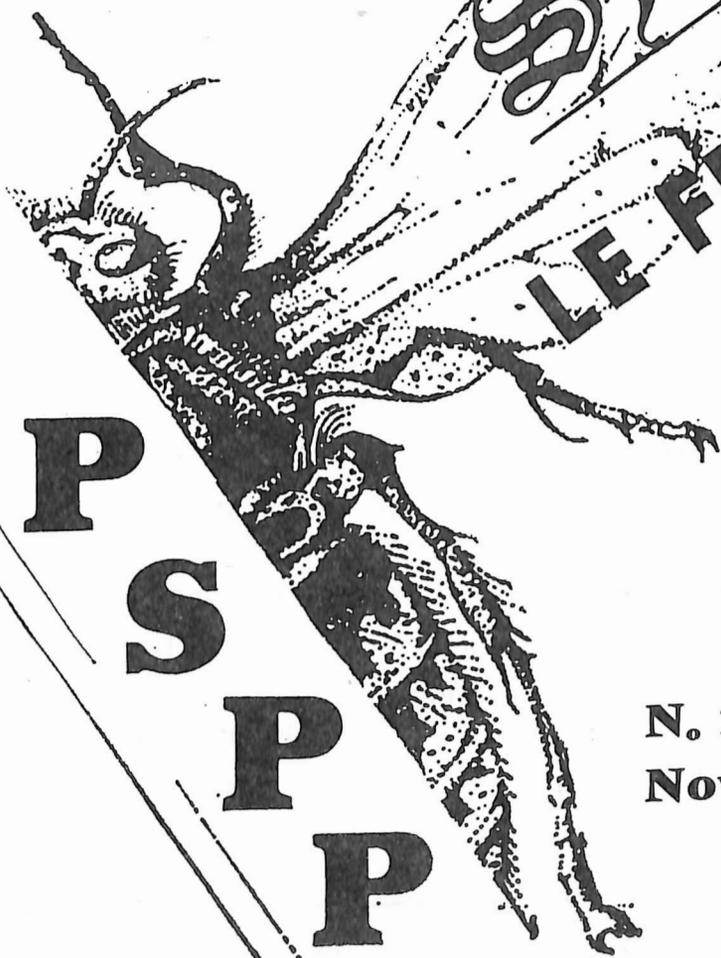


BIULETYN INFORMACYJNY

La lutte pour le pouvoir de la classe
ouvrière ne peut être menée que
par la classe ouvrière elle-même

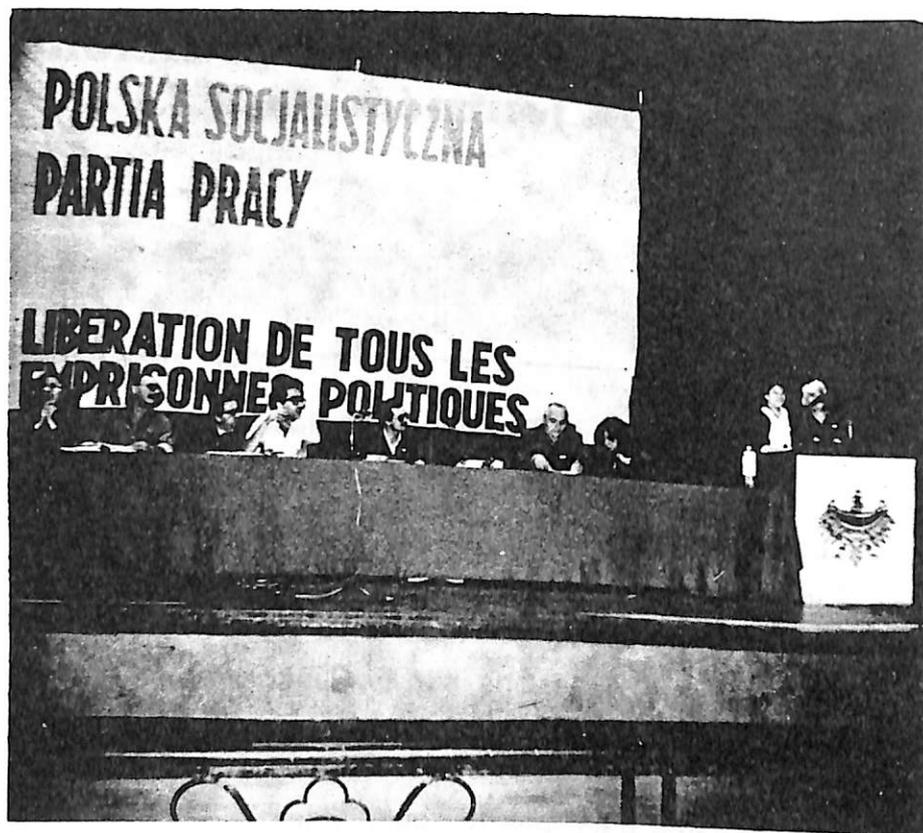


SHLEISSER
LE FRELON

N. 2-16
Novembre 1983

Exposés et thèmes des discussions abordés aux journées du P.S.P.P.

- Luittes ouvrières en Pologne et Solidarnösc.
- Solidarité internationale des étudiants.
- L'Eglise et la révolution en Pologne.
- Syndicalisme libre et droits ouvriers.
- Pluralisme politique et socialisme.
- Réponses à 4 questions sur les positions du P.S.P.P.
- La doctrine officielle du socialisme contre la classe ouvrière.
- Le stalinisme n'est pas le socialisme.
- La dictature militaire, dernière carte du stalinisme.
- L'indépendance de l'enseignement contre l'endoctrinement stalinien.
- Mouvement démocratique international et Solidarnösc.
- La question de la social-démocratie.



Journées du Parti Socialiste Polonais du Travail

Les 22 et 23 octobre 1983, à la Mutualité, à Paris, en présence de plusieurs milliers de personnes, pendant deux jours, des militants de différents pays de l'Ouest et de l'Est ont débattu librement. Ils ont abordé des questions parmi les plus importantes auxquelles sont confrontés les peuples et sociétés des pays totalitaires d'Europe de l'Est dans leur combat pour la liberté et la justice, lutte pour leurs droits imprescriptibles.

Ont participé à la discussion des militants d'horizons politiques très différents, des laïcs comme des croyants, des militants se réclamant du socialisme comme d'autres pour qui ce terme reste synonyme de la terreur et de l'oppression qui s'exercent sur leur pays.

Il s'agissait notamment de :

Françoise BALUKA
J.-C. CAMBADELIS
Yves DECHEZELLES
Alain FORESTIER
Stanislaw KASZMARCZY
Pierre LAMBERT
Danuta NOWAKOWSKA
Heinrich SAAR
Jan TESAR

Et d'autres qui ont envoyé contributions et messages de soutien.

Szerszen est fier d'avoir ainsi par son initiative permis que ces journées du P.S.P.P. soient un véritable forum d'échanges, de discussion et de confrontation des idées. C'est notre force pour l'avenir et pour notre victoire.

La Rédaction

LUTTES OUVRIERES EN POLOGNE ET SOLIDARNOSC

INTRODUCTION AUX JOURNEES P.S.P.P. PAR FRANÇOISE BALUKA

Chers amis et chers camarades,

Je voudrais tout d'abord placer ces journées sous le signe du combat pour la libération de tous les emprisonnés politiques. Nous allons aborder bien des questions théoriques, nous allons discuter de l'histoire du mouvement ouvrier dans cette partie centrale de l'Europe. Mais avant tout ce qui nous a réunis, ce qui nous réunit toujours et ce qui continuera d'être le ciment entre tous ceux, ici, représentants de divers courants de pensée et d'idées, c'est bien le combat commun pour la libération de tous les emprisonnés politiques.

Je voudrais également rappeler que depuis ces deux années, de début d'état de guerre en Pologne, des hommes sont morts. Les mineurs de la mine de Wujek,

et Stanislas KACZMARCZYK ici à cette tribune était alors emprisonné en Silésie à la suite de la pacification de ces grèves. Le Président de la mine de Wujek, PLATEK, blessé gravement par la milice, se trouvait avec lui en cellule. Il y a eu des ouvriers des chantiers navals morts à Gdansk. Il y a eu d'autres victimes de l'état de guerre connues et inconnues, il y a eu surtout ce jeune lycéen de Varsovie, Grzegorz PRZEMYK, fils de la poétesse Barbara SADOWSKA, qui vous le savez a été assassiné dans un commissariat de la milice. Je crois que c'est pour leur mémoire qu'aujourd'hui aussi nous allons débattre de ces questions essentielles au cœur des problèmes du mouvement ouvrier non seulement en Pologne, mais au-delà des frontières de la Pologne.

Solidarnosc est un mouvement pluraliste irréversible

Pour ma part, je dois aborder les questions qui concernent les luttes ouvrières en Pologne et Solidarnosc. En fait, cela pourrait se résumer facilement puisque les luttes ouvrières en Pologne se concrétisent et trouvent leur aboutissement en août 80 dans Solidarnosc, ce mouvement pluraliste de toute la société polonaise constitué sur la base de 9 millions et demi d'adhérents (seulement de salariés). Dans certaines usines de production, chantiers navals, mines, aciéries, ce sont plus de 90 % des ouvriers, du prolétariat industriel polonais qui étaient regroupés dans le syndicat indépendant Solidarnosc. Ainsi s'exprimait dans Solidarnosc la force du prolétariat polonais qui, au bout de dizaines d'années de combat contre un absolutisme stalinien incarné dans le monopole du P.O.U.P., a réussi à se doter d'une organisation indépendante de l'état bureaucratique, de son parti, de son administration. Et c'est en cela qu'il convient de rappeler que Solidarnosc est un événement irréversible.

Aujourd'hui, même les enfants en Pologne savent que la liberté n'existe pas seulement dans les livres d'histoire. La liberté n'existe pas seulement inscrite sur les drapeaux de ceux qui finalement

la foulent aux pieds, mais elle s'incarne concrètement, réellement dans la vie et sous les traits d'une organisation ouvrière, d'un syndicat et de ses dirigeants démocratiquement élus, pour la plupart aujourd'hui encore sous les verrous ou en liberté surveillée. Mais cela n'y change rien. La Pologne partagée, déchirée, mutilée, rayée de la carte, a mis 125 ans à recouvrer son indépendance nationale, pour la reperdre en 1939. Pourtant, la Pologne a vécu. L'hymne national polonais que vous connaissez peut être dit « la Pologne n'est pas encore morte puisque nous vivons ». Cela a une histoire qui explique qu'aujourd'hui même s'il est l'hymne officiel joué dans les meetings du Parti, il est aussi, et avant tout, l'hymne du peuple polonais qui combat, l'hymne de cette société qui refuse d'accepter la disparition définitive de sa liberté, la disparition de Solidarnosc.

En fait, c'est un peu le thème de l'exposé que je voudrais aborder aujourd'hui en introduction à la large discussion de ces journées :

Prendre toutes ces questions du combat, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale en Pologne, de la classe ouvrière, en rapport donc non seulement avec ces



faits historiques, mais par rapport à une tradition, mais par rapport à tout un passé inscrit dans le sang et la chair de la classe ouvrière de ce pays depuis de longues années.

Libre discussion

Bien entendu, je ne prétends pas avoir le monopole de l'application, bien au contraire, j'en conteste à quiconque le droit. Assez de vérités toutes faites assénées aux peuples à l'aide des baïonnettes, de la coercition, de la répression. Libre discussion. Libre discussion sans aucune condition, c'est la garantie de notre victoire future, de nos succès. Libre discussion sans trucages. Ensemble pour agir par exemple, comme je le rappelais précédemment, pour la libération des prisonniers. Discussion totale, sans tabous. C'est le seul souhait des organisateurs de ce débat. Je remercie d'ailleurs l'Association Szerszen d'avoir organisé ces journées de même que je remercie tous ceux présents ou retenus par leurs obligations qui ont contribué à la tenue de ces journées et bien évidemment, je vous remercie aussi d'être venus participer à ce débat.

Un pays très spécifique

Camarades, le pays dont nous allons parler, la Pologne, même si nous n'allons pas nous restreindre à parler uniquement

de la Pologne — est un pays très spécifique... Un pays où la liberté incarnée par Solidarnosc est toujours reliée dans la conscience des ouvriers et de la société à la liberté nationale. Dans ce pays où l'article 1^{er} de la Constitution explique que le pouvoir en République Populaire de Pologne appartient au peuple des villes et des campagnes — dans ce pays où pourtant un général, le 13 décembre 1981, s'est proclamé à lui seul « le peuple des villes et des campagnes » et a décidé à ce titre d'instaurer l'état de guerre et d'emprisonner des milliers de personnes. Un pays où depuis deux ans vit et agit un mouvement de résistance, structuré en cellules syndicales, payant des cotisations, organisant la défense des prisonniers, discutant de l'avenir du pays, de programmes — dans un pays où les églises sont pleines le dimanche car les prêtres y parlent de résistance — un pays où des millions d'hommes ont acclamé le pape qui est venu leur parler « de droits innés des travailleurs » — un pays où depuis un siècle le combat du mouvement ouvrier se conjugue avec lutte nationale, où est « brandi » le drapeau rouge depuis la deuxième guerre mondiale par ceux qui font haïr dans la classe ouvrière les seuls mots de socialisme et de théorie socialiste. Dans ce pays, amis et camarades, rien n'est simple. Et permettez-moi de le dire en introduction aux discussions que nous allons avoir. Essayons de rechercher au cours de ces journées, la précision et la réa-

lité des faits, des choses au-delà des « théories toutes faites et convictions propres à chacun ».

A travers les faits de l'histoire moderne de la Pologne je vais donc essayer de montrer les éléments, complexes, de ce combat pour la liberté sociale et la liberté nationale. Mais je vais essayer de le faire surtout en soulignant à chaque fois la relation qui existe entre ce qui a pu se passer, avant-guerre et en 1956 par exemple, en 1970-1971, avec ce qui se passe aujourd'hui, avec ce qui se passe depuis août 1980. Non parce que c'est un anniversaire, et que nous sommes en octobre, octobre anniversaire de 1956 en Pologne — mais aussi en Hongrie. Car vous le savez probablement, c'est demain, le 23, date à laquelle devait commencer à Budapest l'insurrection des travailleurs hongrois contre le joug stalinien.

1956 : le pain et la liberté

Ce n'est pas donc seulement parce qu'il s'agit d'un anniversaire, mais aussi parce que je crois qu'on trouve là, matière à discuter et à illustrer nos propos, que je voudrais revenir particulièrement sur 1956. Et non pas tant sur octobre 1956 que sur juin 1956, sur la première protestation ouvrière en Pologne populaire, celle des ouvriers de Poznan qui les premiers sont descendus dans la rue pour demander « le pain et la liberté » contre ceux qu'ils reconnaissaient comme leurs nouveaux exploiters, contre le parti au pouvoir.

Poznan 1956, évidemment, c'était la misère des travailleurs dans un pays où officiellement le minimum vital était considéré comme 1500 zloty et où la majorité des ouvriers gagnait 900 zloty. Mais c'est aussi la première façon dont s'est organisée de manière indépendante, de manière encore embryonnaire mais indépendante, la classe ouvrière polonaise. Les revendications des ouvriers de l'usine Cegielski de Poznan étaient fort simples. En 1955, était décidé un nouvel impôt qui retirait 30 % aux ouvriers gagnant le mieux leur vie sur leur salaire, mais on avait décidé que les ouvriers les plus productifs pour le pays seraient exonérés de cette nouvelle imposition fiscale. Et les ouvriers de Cegielski relevaient de cette loi. Ils ont protesté auprès du Ministère du Travail, département des salaires. Avant que la décision n'arrive dans les bureaux on était

déjà en avril 1956, et puis, délégations, demandes auprès du ministre : rien n'y a fait. Juin est arrivé, la question n'était toujours pas réglée. Juin c'est aussi à Poznan la foire internationale, la foire internationale qui fait que les ouvriers pensent qu'il y a une chance qu'ils ne restent pas isolés du monde et comme avait fait les ouvriers de Berlin en 1953, ils essaient, avant tout, de briser l'isolement et de faire connaître au monde quel est le sort de l'ouvrier polonais, quelles sont ses revendications, ses aspirations justes et légitimes.



Poznan 1956

Toujours gagner du temps

C'est ainsi que les ouvriers de Cegielski, pour la première fois, élisent leurs représentants. Non pas un comité de grève, mais une délégation qui est envoyée auprès de la Direction de l'usine et du Ministre à Varsovie. Le 19 juin, elle est reçue à Varsovie par le Vice-Premier Ministre. En fait, le Vice-Premier Ministre propose un nouveau système de salaire mais n'arrive pas à convaincre la délégation et accepte de venir, devant la menace d'une grève, s'expliquer à ce sujet devant l'assemblée des travailleurs. L'assemblée des travailleurs a lieu le lendemain, après les heures de travail. Elle dure 4 heures, la direction a proposé de payer les compensations dues. Les travailleurs acceptent à condition que





1956

leurs délégués participent à la préparation des fiches de paie pour qu'elles soient prêtes en deux exemplaires avant deux jours. La direction promet formellement de se mettre immédiatement au travail. Et c'est là qu'on a la première indication de ce qu'est ce monopole stalinien qui isole complètement ceux qui se présentent comme les porte-parole de la classe ouvrière, de ce qu'est la classe ouvrière elle-même. Et cela se passe rapidement, très rapidement. En 1956, c'est déjà un fait. « Immédiatement. » Lorsqu'on dit immédiatement et qu'on est un ouvrier, cela veut dire « tout de suite ». Mais pour la délégation gouvernementale cela veut dire « on verra ». C'est pour gagner du temps. La délégation se rend donc dans les bureaux de l'administration pour discuter. Les ouvriers encore hésitants suivent à 100 mètres derrière, les officiels ne s'en aperçoivent même pas. Ils montent prendre une collation avant de repartir dans leurs voitures pour Varsovie.

Les ouvriers attendent en bas. Rien ne vient et vous imaginez ce qui se passe dans les esprits lorsqu'on apprend qu'on boit là-haut du café, boisson qualifiée pourtant à grands cris comme une boisson bourgeoise et de mœurs dissolues et dont l'ouvrier bien évidemment n'a plus revu la couleur depuis pas mal d'années. Alors la délégation ouvrière attend mais rien ne vient. Et le lende-

main les ouvriers arrivent au travail. Il est 6 heures du matin, ils doivent reprendre le travail. Les bureaux, eux, n'ouvrent qu'à 7 heures du matin. Les ouvriers ne trouvent personne pour discuter. Avec leur délégation ils organisent le cortège ouvrier qui part défilé dans la ville de Poznan.

Rétablir la vérité historique

C'est alors qu'on assiste à des discussions qui sont rapportées par Eva WACOWSKA qui était alors journaliste de *Sztandar Miodych*, journal du P.C. dont elle a ensuite été d'ailleurs licenciée et qui a écrit à l'Ouest dans l'émigration un livre à ce sujet (1) : « C'était dur aussi pour les Allemands, mais après juin 1953 ils ont bien été obligés d'améliorer les conditions de vie. Chez nous aussi, il faut que ça se passe ainsi », et c'est ainsi qu'avec les mots d'ordre de « pain et liberté », de « respect des droits des travailleurs », les ouvriers des usines Cegielski (ZISPO alors) de Poznan descendent dans la rue. Ils sont rejoints très vite par les ouvrières des tramways et, vous le savez, le sang coule et il y a de nombreux morts. De nombreux morts : 75 officiellement, il est difficile de savoir si ce chiffre est réel (2). De jeunes morts comme par exemple Romek STRZALKOWSKI, jeune lycéen assassiné par un

homme de la police politique (alors U.B.). Si nous connaissons un peu ce qui s'est passé en juin 1956, c'est surtout parce qu'au moment de Solidarnosc les ouvriers se sont penchés sur ces événements, non pas simplement pour essayer de rétablir la vérité historique, même si cela est important, mais par un besoin, en élevant leurs monuments, en commémorant ces anniversaires, de renouer avec leur passé, avec leurs racines, avec leurs traditions au moment même où ils forgeaient et approfondissaient la conscience de ce qu'ils étaient et de ce qu'ils pensaient être en organisant leur syndicat Solidarnosc.

Et vous savez, lorsqu'il y a eu la cérémonie commémorative de juin 1956 à Poznan, cérémonie qui avait été initiée par un certain nombre de personnalités du pays considérées comme représentatives de cette tradition de lutte pour les droits et la démocratie en Pologne, en partant des vétérans de juin 1956 comme l'ouvrier MATEJKO jusqu'au KOR, KURON, MICHNIK, en passant par Lech WALESA, en passant par 1970-1971 et Edmund BALUKA. Lorsqu'on a assisté à ces cérémonies émouvantes devant les usines Cegielski et sur la place centrale de Poznan, je crois que c'est quelque chose qui ne s'oublie pas.

Le sens d'une commémoration

Effectivement, il y avait une messe. Mais je peux vous assurer que ce jour-là, ce n'est pas devant le prêtre que l'on a mis le genou à terre, mais bien devant la mémoire de ces ouvriers assassinés. De même on ne peut oublier cette image des dirigeants du parti et des émissaires du pouvoir central obligés eux aussi de s'agenouiller. Cela permet de comprendre beaucoup de choses. Y compris aujourd'hui lorsqu'on invoque la mémoire des mineurs morts de Wujek ou du jeune lycéen de Varsovie, cela ne peut plus se passer de la même façon, même dans la Pologne du Général JARUZELSKI.

L'isolement de la bureaucratie

Immédiatement, le parti a déploré officiellement la mort des ouvriers, pris les précautions pour ne pas avoir l'air d'accepter le sang versé des travailleurs. Immédiatement une instruction a été ouverte sur les circonstances de la mort du jeune lycéen PRZEMYSK. Sans arrêt

sont fleuries les « tombes » symboliques des sept mineurs tués. Devant le carreau de la mine leurs casques sont accrochés. L'enterrement du jeune lycéen a donné lieu à la plus importante manifestation à Varsovie depuis le début de l'état de guerre. Et c'est ça qui exprime également l'isolement du pouvoir actuel. Car à l'époque, en 1956, ce qui allait suivre juin, c'était GOMULKA, le « renouveau », l'espoir dans le parti. Ce qui suit décembre 1981 c'est, pour des années et des années, une compromission irrémédiable de ce parti, une faille comme jamais entre le parti et la société. Ce parti qui après deux ans de tanks dans les rues n'arrive toujours pas à reconstituer ses rangs, et comme vous le savez probablement en ayant suivi les débats au Plénum du P.C., a toutes les difficultés même pour arriver à se mettre d'accord sur un ordre du jour, écartelé entre les luttes internes des fractions.

Les "racines sociales du problème"

Après 1956, on présente, au départ, les événements comme provoqués par OCHAB, alors premier secrétaire du OCHAB, alors premier secrétaire du P.O.U.P. — après la mort « accidentelle » de BIERUT à Moscou — explique qu'en fait il faut chercher les racines sociales du problème, que « la décision de réparer les torts causés par la violation, dans le passé, de la légalité socialiste, arrangera les problèmes ». OCHAB, premier secrétaire du P.O.U.P., a passé ensuite le pouvoir à GOMULKA. « Défendre les fondements de la légalité socialiste ». c'est pourtant exactement ce qu'a dit l'ouvrier Edmund BALUKA lors de son procès lorsqu'il a expliqué que c'est le système d'exercice du pouvoir en Pologne qui est mauvais, et non les fondements de ce système, et qu'il faut redonner à ces fondements du système socialiste, leur plénitude, et cette plénitude, la classe ouvrière, les travailleurs, le peuple polonais peuvent l'exprimer. Mais Edmund BALUKA a été condamné à 5 ans de prison.

Continuer

là où nous sommes restés

Alors très rapidement en 1956, les événements s'enchaînent. Finalement, devant un million de personnes réunies à Var-

sovie, GOMULKA fait les plus grandes promesses de démocratisation, de s'engager sur la voie du renouveau. La foule, enthousiaste, lui chante le fameux Stolat « Qu'il vive cent ans » polonais. Mais les conseils ouvriers qui couvrent la Pologne à partir d'octobre 1956 sont très vite dévoyés et trahis par GOMULKA et ceux-là même qui avaient prétendu les soutenir. Et GOZDIK, qui était l'un de ceux des conseillers syndicaux et des conseillers ouvriers qui accompagnaient bras dessus bras dessous GOMULKA à cette époque-là, peut dire à l'adresse de L. Walesa, dans l'hebdomadaire de Solidarnosc en 1981 : « Je n'ai qu'un seul conseil à donner, si j'ai même des conseils à donner, c'est de recommencer ou de continuer là où nous avons, nous, cessé, où nous en sommes restés : les conseils ouvriers. » Cf. hebdomadaire *Solidarnosc*, rapporté par Pierre Li dans son ouvrage « *Quand les journalistes parlaient* ».

Les conseils de l'autogestion

Effectivement, cette question des conseils ouvriers retrouve toute son importance et sa force dans le débat les conseils de l'autogestion qui bouleverse la tenue du congrès national même, le débat sur les conseils de l'autogestion des travailleurs. Ces conseils de l'autogestion des travailleurs, en réalité ce que veulent les auteurs du projet au sein de Solidarnosc, c'est en faire des organes de contrôle par les producteurs de ce qu'ils produisent, et de la

façon dont ces produits sont distribués. En fait, entre les deux tours du congrès il y a eu négociation entre la commission chargée par le congrès de Solidarnosc de ces problèmes et le gouvernement, et on peut dire que la question de ces conseils de l'autogestion, finalement, ne sera pas tranchée, dans le sens de l'aspiration de la volonté des travailleurs. Et pourtant, au moment de cette crise économique du pays, de cette crise alimentaire totale, on manquait de tout à ce moment-là en Pologne, cette question était pourtant cruciale et primordiale. Cela ne veut pas dire que ce problème aujourd'hui ait disparu. Bien au contraire. D'ailleurs, lorsqu'aujourd'hui on interroge Lech Walesa sur son programme pour l'avenir, il répond en trois points et parmi ces trois points, il y a la question de l'autogestion.

C'est une question qui est très importante, et je pense que nous en discuterons au cours de ces journées.

1968 : la protestation des étudiants

En mars 1968 c'est la protestation des étudiants. Les étudiants étaient descendus dans la rue pour protester contre le fait qu'ait été retirée de l'affiche une pièce de MICKIEWICZ, poète romantique polonais. Et savez-vous pourquoi cette pièce avait été retirée de l'affiche en 1968 par GOMULKA ? Parce que la foule, qui venait assister à cette pièce, se levait pour crier bravo lorsqu'on disait ce vers qui remonte à plus d'un siècle : « Il faut

en finir avec ce joug russe qui nous opprime depuis tant d'années. » Ainsi la pièce avait donc été retirée de l'affiche et les étudiants ont protesté. Ils n'arriveront pas à faire leur jonction avec la classe ouvrière. Finalement, les étudiants seront réprimés. Quelques ouvriers seulement se joindront à eux, mais le mouvement restera isolé.

1970 : le combat des ouvriers

1970-1971 renverse en quelque sorte la tendance. Décembre 1970, c'est l'augmentation des prix alimentaires décidée par GOMULKA. Les ouvriers de la Baltique n'acceptent pas, se mettent en grève et GOMULKA fait tirer sur les ouvriers à Szczecin, à Gdansk, à Gdynia et dans d'autres villes de la Baltique. Il y a beaucoup de morts. Encore aujourd'hui, il est impossible d'évaluer le nombre de victimes. Les chiffres officiels disent une centaine. Il y a des chiffres avancés par la Commission ouvrière des chantiers navals Warski de Szczecin en 1971, qui avançaient au total plusieurs milliers (y compris ceux morts des suites de leurs blessures). Mais ce qu'on sait en tous cas, c'est que la population laborieuse de la Baltique a payé très cher cet élan pour la défense de ses droits et de sa dignité ouvrière.

Lorsque GIEREK vient leur parler de renouveau, ils ne l'écoutent plus, comme ils ont écouté GOMULKA. Ils ne lui signent plus un chèque en blanc. Et c'est pour cette raison qu'en janvier 1971 les chantiers navals Warski et la ville de Szczecin se remettent en grève contre la nouvelle direction, instaurée depuis décembre 1970, qui avait remplacé GOMULKA, et impose à cette nouvelle direction de venir discuter à l'intérieur de l'usine en grève, occupée par les ouvriers, avec une représentation élue par les travailleurs d'un comité de grève, qui se transformera par la suite en commission chargée de veiller à l'application intégrale des engagements de GIEREK.

Les commissions ouvrières

Et s'il faut souligner l'importance de janvier 1971, à cause de cette commission ouvrière. Car cette commission ouvrière n'est ni plus ni moins que la première représentation authentique de délégués des travailleurs, qui va durer

un certain temps, avec un certain nombre de revendications et qui va être amenée à prendre des décisions qui auront des répercussions jusqu'en août 1980. Ainsi lorsque KURON, à partir de 1976 jusqu'en 1980, lancera son fameux mot d'ordre : « Ne brûlez pas les comités du Parti mais fondez vos propres comités », il tire cela de l'expérience et de la leçon de la commission ouvrière de janvier 1971 et il le dit lui-même. Et c'est en cela qu'avec 1970-1971 commence un phénomène qui va aboutir à une cohésion entre les aspirations de l'ensemble de la classe ouvrière et de l'intelligentsia. Après août 80, avec Solidarnosc, la paysannerie rejoindra ce mouvement. Et ce sont les racines aujourd'hui de la résistance du mouvement ouvrier polonais, de la résistance de la société polonaise tout entière, y compris après deux ans d'arbitraire et de coercition. C'est ce lien, ce ciment, que n'arrivent à briser ni le général JARUZELSKI ni ses maîtres du Kremlin.

Fondation du KOR et de Robotnik

Et cela n'aurait pas été possible sans la fondation, en 1976, du K.O.R. qui a cimenté, dans des faits d'organisation, cette union entre les travailleurs et l'intelligentsia polonaise et a initié un large mouvement intellectuel indépendant : R.O.P.C.I.O. - Mouvement des droits de l'homme et du citoyen ; NOWA, éditions indépendantes, etc.

Ces liens vont encore se renforcer avec la création des premiers comités des syndicats libres avec le K.O.R. sur le littoral baltique, avec Anna WALENTYNOWICZ, WALESKA, les GWIAZDA, Bogdan BORUSIEWICZ, Halina PIENCOWSKA et le R.O.P.C.I.O. en Silésie avec Kazimierz SWITON, Wladyslaw SULECKI, Roman KCIVCZEK.

Sur cette base, se crée le journal *Robotnik* animé par Jan LITYNSKI et Henryk WUJEC. La *Charte des droits des travailleurs* est signée dans bien des usines, créant tout un réseau de collaborateurs de *Robotnik* dans les usines. A ce sujet signalons que c'était le premier journal du P.P.S.

Indépendance, socialisme, liberté

Solidarnosc plonge aussi ses racines dans toute la tradition qui fait que la





Anna Walentynowicz, Lech Wałesa

question, de l'indépendance nationale, du socialisme, de la liberté, a toujours recoupé par des liens vivants y compris des liens d'hommes, avec le mouvement ouvrier international. A ce sujet, je voudrais simplement vous lire ce qu'a écrit en décembre 1976 Edmund BALUKA qui devait fonder ensuite le P.S.P.P.

Les traditions polonaises et l'internationalisme

Les traditions du peuple polonais l'ont habitué à ne pas séparer son propre combat pour la liberté, l'indépendance nationale, la justice du combat de tous les peuples d'Europe pour les mêmes objectifs.

Dès 1974, l'insurrection dirigée par Ta-deusz Kosciuszko venait apporter à la Convention une aide précieuse contre l'Europe féodale coalisée. Tout au long du 19^e siècle, les démocrates polonais combattirent sur tous les fronts révolutionnaires de l'Europe, et la Pologne devint un symbole pour tout le mouvement démocratique, puis pour le prolétariat socialiste. En 1849, les Polonais, avec le général Bem, accouraient au secours des Hongrois contre les troupes du tsar. En septembre 1864, c'est un meeting de solidarité avec la Pologne réuni à Londres

qui aboutit à la constitution de l'Association Internationale des Travailleurs. Celle-ci, sous la direction de Karl Marx, ne cessera de combattre pour l'indépendance de la Pologne. En 1871, le Polonais Dombrowski, l'un des insurgés de 1863 contre le tsar, membre du comité central de la garde nationale, dirigea les troupes de la commune et fut assassiné par les versaillais durant la semaine sanglante. La Pologne a vu naître de nombreux dirigeants du mouvement ouvrier international, comme Rosa Luxembourg, Marchlewski, Djerzinski, Warski et bien d'autres.

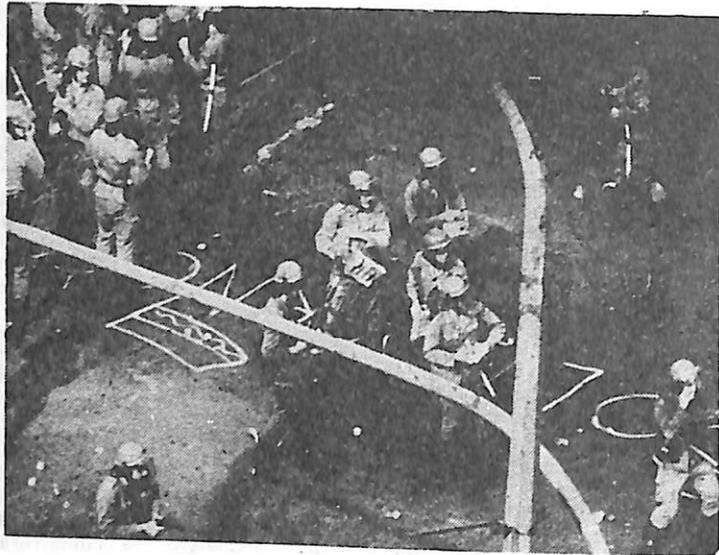
Fidèles à d'aussi glorieuses traditions, conscients de ce que les ouvriers polonais, dans leur lutte pour la démocratie et le socialisme, n'ont pas d'intérêts distincts de ceux des travailleurs et des peuples opprimés du monde entier, les groupes et les militants de l'opposition socialiste polonaise sauront, j'en suis convaincu, au travers d'une libre discussion de tous les problèmes que pose leur combat, s'unir et jouer le rôle de rassembleurs qui peut être le leur aujourd'hui et demain.

Quelle meilleure introduction, chers camarades, aux discussions que nous allons mener avec ces militants polonais et des autres pays qui viendront débattre avec nous au cours de ces journées.

Les partis indépendants

Je laisserai de côté, car je pense que nous aurons l'occasion d'y revenir, un certain nombre de problèmes qui se sont posés dans le mouvement de la création et de l'affermissement du syndicat indépendant Solidarnosc. L'accès libre aux mass-média, l'autogestion des travailleurs que j'ai simplement évoquée. Les droits des travailleurs — qui va être abordé après moi par notre ami polonais — je voudrais simplement revenir sur la question des partis indépendants. Il y en avait beaucoup. Par exemple, au moment du congrès de Solidarnosc, il y a la fondation à ce moment-là du P.S.P.P. par Edmund BALUKA. Mais il y avait d'autres partis comme par exemple la K.P.N. (Confédération pour la Pologne Indépendante) qui existait depuis déjà 1977. Il existait le P.P.D., Parti Démocratique Polonais, fort dans la région de Poznan par exemple ; le P.P.P., Parti Polonais du Travail, qui a été fondé ou qui était en cours de fondation par Jerzy MILEWSKI que vous connaissez pour l'avoir entendu peut-être à cette même tribune le 15 juin dernier ; il y avait les Clubs de l'Autonomie et de l'Indépendance de la République, en gestation autour de Jacek KURON ; il y avait beaucoup de mouvements comme par exemple le Congrès de la Solidarité Nationale (K.S.N.) ou l'Entente P.S. pour l'Autodétermination des Nations qui était fondée par un ancien militant du K.O.R., Wojciech ZIEMBINSKI ; il y avait un foisonnement de discussions libres et riches. Et tout cela a été brutalement sectionné, tranché dans le vif par l'instauration de l'état de guerre, mais peu à peu se reconstitue et reprend dans les structures de la clandestinité, dans les structures de la résistance et dans l'émigration. Ce qui fait la particularité du P.S.P.P. c'est justement qu'y compris dans son sigle. Il porte, comme vous pouvez le voir, le mot de socialisme allié au mot de polonais. Et dans ce sens le P.S.P.P. se veut porteur de la longue et riche tradition du socialisme polonais qui a toujours associé — dans de grands rapports de complexité — la question de la liberté nationale et la question de la liberté sociale. Le P.P.S. lorsqu'il a été fondé en 1892 à Montrouge dans l'émigration, expliquait qu'il était « pour le pouvoir au prolétariat, pour la libération du joug capitaliste », et pour immédiatement « une république démocratique polonaise in-

dépendante ». Et c'est quelque chose qui aujourd'hui, à mon avis, dégage ce qui peut déjà se pressentir dans les discussions qui vont naître ou qui ont peut-être, sans que nous le sachions, repris en Pologne. Ainsi par exemple une discussion sur ce qu'est le socialisme, qui est socialiste, qui est anti-socialiste. Sous Solidarnosc cela a pris un cours, je dirais dérisoire, dans la façon dont on traitait le pouvoir. Ainsi MICHNIK n'hésitait pas à arborer sur sa poitrine un sigle E.A. (Élément Antisocialiste), effectivement cela voulait dire clairement au pouvoir : nous ne savons pas encore aujourd'hui exactement ce que nous allons construire et ce que nous voulons, mais il y a une chose que nous savons, cela ne sera plus comme en 1956, plus comme en 1970. Vous n'êtes pas la classe ouvrière et nous vous dénonçons le droit de la représenter. Et en ce sens il faut chercher à savoir qui est socialiste et qui n'est pas socialiste. Je l'illustrerai complètement et simplement : vous savez qu'en Pologne on a l'habitude d'appeler les dirigeants du pouvoir et du parti des « bourgeois rouges » ou des « nouveaux tsars ». Or il y a des rapprochements historiques qui ne peuvent échapper à l'œil de n'importe quel observateur. Prenons par exemple comment est née la « Varsoviennne » en Pologne. La « Varsoviennne », cette chanson révolutionnaire polonaise, est née dans les prisons de Varsovie, où étaient emprisonnés des militants du premier parti ouvrier polonais, « Prolétariat », en 1882. Dans cette prison, en 1882, les gardiens russes ont abattu de sang-froid un jeune détenu, Jozef BAJTA. Lorsque cette nouvelle a été connue dans la prison, tous les détenus ont manifesté pour protester. Un tribunal militaire, réuni par les Russes, les occupants russes, les tsaristes, a condamné ces prisonniers à des peines de 12 ans de mines en Sibirie et à 8 ans de forteresse. Comment ne pas faire le rapprochement avec le procès parmi les plus honteux de ceux qui se sont déroulés dernièrement en Pologne ? A Kwidzyn des détenus, des internés se sont révoltés, ou plutôt ont protesté parce qu'on refusait de laisser entrer leurs familles qui avaient fait parfois des centaines de kilomètres pour venir les voir. En signe de punition, arbitrairement, le commandant de la place avait décidé que ces familles resteraient à la porte et que les détenus ne les verraient pas. Ils sont montés sur les toits. Alors, la milice ZOMO est intervenue. Elle



Nova Huta 31 août 1983

a durement réprimé les internés, il y a des hommes aujourd'hui en Pologne, notamment de Szczecin qui, à cause de cela, sont des invalides.

Le jugement du Tribunal militaire à Elblag les a condamnés à des peines allant jusqu'à 5 ans de prison. Alors comment ne pas faire l'assimilation ? Sans parler bien évidemment de leur mode de vie, ce qui sera abordé dans d'autres exposés, notamment « Socialisme - doctrine officielle contre classe ouvrière ».

Vers le socialisme authentique

Alors, pour conclure, quelles sont les voies et les perspectives ? La voie est la réappropriation par les travailleurs, par la société toute entière, sur la base de la propriété sociale, de leur histoire, et la conquête de leur indépendance dans des organisations politiques et syndicales. C'est la voie du socialisme. Peut-être certains attributs disparaîtront-ils. Mais que nous importe qu'en Pologne on lève le poing ou qu'on fasse le signe V de la victoire ? que nous importe que soit chantée l'Internationale, la Varsoviennne ou que « Dieu sauve la Pologne », que nous importe que ce soit le drapeau rouge ou que ce soit le drapeau national rouge et blanc qui soit arboré dans les usines ou comme sigle ou comme revendication de Solidarnosc ? Ce qui nous

importe c'est de savoir que sur le plan concret matériel de l'organisation, la classe ouvrière a commencé d'ores et déjà dans les faits à dénier à ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir et qui se dénomment les dirigeants du Parti Ouvrier Unifié Polonais, le droit de se proclamer ses représentants et elle le montre continuellement. Enfin de ce point de vue, il est très intéressant de voir qu'en Pologne, le phénomène est allié à tout un mouvement d'aspiration à la liberté nationale. C'est illustré par exemple par la déclaration d'un prêtre polonais, le curé STRACZYNSKI, qu'a reprise Edmund BALUKA devant ses juges.

(CITATION)

« ... Honte et mépris pour ceux qui se sont détournés de la véritable identité polonaise. Quel que soit leur but. Honte à eux. Ils arpentent les rues, rôdent partout, épient. Peut-être même se trouvent-ils ici parmi nous. Honte et déshonneur pour eux. Ils ne sont pas polonais. Même si on a voulu élever l'aigle en poule mouillée, il est demeuré aigle. Même s'ils veulent nous enfermer dans leur poulailler, nous n'avons pas le droit d'accepter, à aucun prix. Malheur à ceux qui ardent ce poulailler... » (...) « L'aigle a pris son vol. Il n'a pas voulu accepter ce sort misérable. Voilà pourquoi, aujourd'hui, on ne peut éviter d'évoquer aussi l'anniver-

saire maintenant proche d'août 1980. Du mois d'août qui a transformé notre patrie. C'est Solidarnosc, notre syndicat commun, qui forgera l'avenir des jours meilleurs. Des difficultés passées, des soifs à venir qui viennent, naîtra la Pologne dont nous rêvons. On ne peut mettre à ce grand cœur les fers d'une nation asservie »...

et dans une lettre de commentaire Edmund écrivait : « STRACZYNSKI est certes un prêtre, mais ici, il est avant tout polonais. » Comme beaucoup de Polonais le sont, comme Edmund BALUKA l'est lui-même lorsqu'il écrit : « Je suis fier d'être polonais, je suis fier des traditions nationales de la Pologne, je ne suis pas fier de ceux qui nous gouvernent aujourd'hui, je ne suis pas fier du mot socialisme même s'il est en même temps l'aspiration et le but de toute ma vie. » Voilà la tradition socialiste polonaise, et c'est cette continuité aujourd'hui que le P.S.P.P. reprend.

Se réapproprier l'histoire et les traditions ouvrières

Je vous parlais tout d'abord du P.P.S. et de la façon dont est née la Varsoviennne. Mais je pourrais vous parler des 1^{er} mai 1889 et 1890 ou pour la première fois les ouvriers des trois parties polonaises, des trois parties de la Pologne écartelées entre la Prusse, l'empire tsariste russe et l'Autriche, ont ensemble manifesté simultanément pour la journée de 8 heures. En 1890 où c'est la première grève générale dans les trois parties également du territoire déchiqueté de la Pologne. Et si je fais ce rappel historique c'est pour donner encore plus de poids à une dernière citation, à celle de la déclaration de Bogdan LIS, dirigeant actuel de la clandestinité de Solidarnosc, membre de la T.K.K., à propos du 1^{er} mai 1983 :

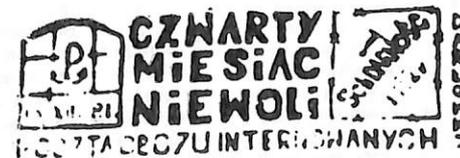
« Aujourd'hui la fête du travail en Pologne est redevenue notre fête. » Et c'est en fait la réappropriation dont je parlais précédemment, et c'est en fait ce dont veut parler Edmund BALUKA dans sa déclaration finale lorsqu'il déclare devant ses juges et à l'adresse de ses juges : « L'alternative c'est effectivement la société... »

« Des difficultés passées, des soifs à venir naîtra la Pologne dont nous rêvons », dit le prêtre STRACZYNSKI, et Edmund BALUKA continue : « Et c'est le peuple qui la construira, une telle Pologne n'aura pas besoin d'être surveillée par les directions de tous les niveaux des instituts scientifiques, particulièrement du parti. Mais ce qui est très important, elle n'aura pas besoin d'être surveillée par n'importe quel parti, c'est le peuple qui veillera sur la Pologne et sur le système socialiste.

Je pense qu'effectivement il ne faut pas perdre de vue qu'aujourd'hui la situation en Pologne n'est pas simple, comme je vous le disais au début, elle est complexe à analyser et je crois que nous n'aurons pas besoin de moins de deux jours pour essayer de commencer à dégager les principaux problèmes. Mais — et je conclus — finalement ces puissantes traditions, ces puissantes aspirations qui se sont déjà matérialisées et concrétisées dans un syndicat libre et indépendant pendant dix-huit mois, montrent que le droit triomphera, que le droit a l'histoire pour lui-même et qu'il vaincra. Et ce que nous pouvons faire par ces débats, ce que nous pouvons faire par notre activité, c'est aider tout simplement le temps à tourner pour LA LIBRE POLOGNE.

(1) Les éléments vivants rapportés sur Juin 1956 sont tirés du livre d'Ewa WACOWSKA « Juin 1956 - décembre 1970 » édité par Kultura.

(2) Faits et chiffres rapportés dans « Juin 1956 » édité par Solidarnosc. Poznan, en 1981, à l'occasion de l'inauguration du monument à la mémoire des victimes de 1956.



Risque de coupure ?**Question :**

— Ne risque-t-il pas d'y avoir à la longue une coupure, un fossé, entre les aspirations de la société et les objectifs de Solidarnosc dans la clandestinité ? Comment Solidarnosc pense-t-elle l'éviter ?

Réponse Danuta :

Solidarnosc s'est créé par la volonté de la société polonaise. Ce syndicat est le reflet de toutes nos idées et aspirations. C'est pour cela qu'il ne peut pas y avoir de séparation entre ce que veut la société et le syndicat. Bien sûr, il peut y avoir des inquiétudes à ce sujet du fait que nos dirigeants vivent et militent dans la clandestinité et qu'ils n'ont donc pas toujours le contact direct. Il faut comprendre que leur situation est très difficile, depuis deux ans ils n'ont aucun contact avec leurs maisons, leurs familles. C'est vraiment une situation très difficile. Mais je ne pense pas que ces gens s'éloigneront de leurs idées, des objectifs qu'ils se sont fixés, parce que Solidarité existe dans toute la Pologne, dans toutes les entreprises. Dans les entreprises il existe des commissions clandestines où les membres de Solidarité payent toujours leurs cotisations. Ils réalisent les tâches du programme de Solidarité, ils aident ceux qui en ont besoin, et en même temps, ils transmettent à la TKK leurs préoccupations, ce qu'ils veulent. Bien sûr l'information circule assez difficilement mais il ne faut pas oublier qu'il existe environ 80 éditions de journaux syndicaux qui circulent. Lech Walesa, notre président, est avec nous, il travaille, il discute avec les gens. C'est lui qui coordonne toute notre activité, toute notre bataille pour redevenir libre.

Un syndicat et plus ?**Question :**

Solidarnosc, un syndicat et davantage ?

— Comme vous le savez Solidarnosc en

tant que syndicat avait plus de 10 millions d'adhérents. Et, si on prend en considération, le fait que ces adhérents, ces salariés, avaient des familles qui connaissent Solidarnosc. On peut dire que Solidarnosc regroupait 20 à 25 millions de personnes. Mais il faut également prendre en considération tout ce que les travailleurs ont gagné avec Solidarnosc. Enfin n'oubliez pas les autres syndicats indépendants que les travailleurs ont obtenus, je veux parler des syndicats autonomes.

Ce qu'il faut aussi savoir, c'est que toutes ces questions fondamentales et vitales discutées — par exemple au Congrès de Solidarnosc — toutes ces négociations, tout ce qui a été signé par le Gouvernement ou par ses représentants, malheureusement, répétons-le, il faut le savoir, n'ont absolument pas été réalisés, ne sont pas passés dans la pratique.

A part un seul cas, celui de la retransmission de la messe à la télévision. C'est la seule revendication qui ait été réalisée jusqu'au bout. Toutes les autres, les 21 revendications des ouvriers des chantiers navals en grève en août 80 n'ont même pas commencé à être mises en chantier. Bien qu'on cherche à convaincre l'opinion publique internationale exactement du contraire et que tous ces accords sont en fait réalisés. C'est tout à fait faux ! Prenons l'exemple de la censure, ce qui a été signé à propos de la censure, c'est-à-dire l'abolition de la censure ; en fait une loi a été préparée courant 81 mais finalement tout a été arrêté. En dépit de tout, la société continue d'exiger la réalisation du programme de Solidarnosc, vous avez pu vous-même vous en convaincre de vos propres yeux à la télévision lors de courtes retransmissions, par exemple, des foules lors de la visite du Pape ou encore plus récemment lors du match de football au stade à Gdansk. Les bras tendus, le signe « V » de la victoire comme symbole du combat. La société ne croit absolument pas à ce que raconte le régime contre Lech Walesa, à toutes les calomnies qui sont racontées à son sujet. La société continue à exiger Solidarnosc et à exiger Lech Walesa. Personnellement je suis convaincu d'une chose : on ne peut absolument pas renoncer à un seul point du programme élaboré au Congrès de Solidarnosc.

Question :

Comment les militants de Solidarité ressentent-ils le soutien qui leur est apporté par les syndicats français en particulier ? L'aide apportée par FO ou la CFDT, nous la considérons de la même manière. Nous pensons qu'elle vient du fond de vos cœurs. Au cours de toute l'histoire la Pologne et la France ont toujours été proches l'une de l'autre, surtout dans des moments critiques.

De manière très générale, quelle est la perception des syndicats à l'Ouest ?

Le peuple polonais comprend que les syndicats à l'Ouest ont le droit d'exister. Je n'ai pas besoin d'y ajouter que depuis la deuxième guerre mondiale le peuple polonais n'a pas ce droit.

Question :

— Comment pensez-vous que nous puissions vous aider concrètement et efficacement ?

Réponse :

— Je ne pense pas que celui qui a posé cette question, pense à une aide matérielle, cette aide matérielle qui est si magnifiquement organisée par la société française. Si nous avons besoin de votre soutien moral et de votre aide c'est surtout et avant tout pour exiger le respect dans notre pays de toutes les conventions internationales signées. Je vous demande absolument d'utiliser tous les moyens dont vous disposez pour vous adresser à vos gouvernants, à votre pouvoir pour qu'il utilise lui aussi la pression sur les gouvernements de nos pays pour

qu'ils respectent les engagements internationaux, les conventions internationales qu'ils ont signés et ratifiés. Dans ces pays du bloc soviétique on est toujours enclins à signer rapidement tout et n'importe quoi sur le plan des accords internationaux car c'est ainsi qu'on veut avoir l'air d'être libéral, d'être pour la liberté, d'être pour la paix. Malheureusement ces droits ne restent souvent que lettres mortes et même on peut dire que la société n'est même pas au courant qu'ils existent.

Je voudrais donner quelques exemples précis de conventions internationales signées, ratifiées par la Pologne qui sont actuellement violées. Par exemple la convention sur le droit de se coaliser pour les travailleurs agricoles ; la convention sur les libertés syndicales et la défense des droits syndicaux. La convention concernant l'application du droit d'organisation et des négociations collectives. Or vous savez parfaitement que les manifestations sont réprimées et dispersées par les forces de la police en Pologne. Dernier exemple : la convention concernant l'abolition du travail réquisitionné, du travail obligatoire. Le Gouvernement Jaruzelski a fait une loi sur le parasitisme social, sur le travail réquisitionné obligatoire. C'est pour cela que je vous demande de soutenir nos droits et de demander que soient respectées dans les pays où elles ont été signées ces conventions internationales. Et lorsqu'elles ne sont pas respectées, qu'en soit alors tirées toutes les conséquences sur le plan international.

SOLIDARITE INTERNATIONALE DES ETUDIANTS**Question :**

— La jeunesse, ses méthodes de combat, son organisation, je passe la parole à J.-C. Cambadellis, syndicaliste étudiant.

Question :

— Solidarité avec les étudiants et le NZS, le combat étudiants-lycéens-organisations qui les regroupent.

Etudiants et ouvriers

— Si les étudiants dans les universités

volantes ont été les premiers avec le KOR, ils ont combattu pour les libertés démocratiques, pour avoir le droit de s'organiser de façon indépendante ; leur combat n'a pas été à part de l'ensemble du combat mené par la classe ouvrière polonaise. Les organisations qu'ils se sont données, à savoir le syndicat indépendant des étudiants polonais ont été dès le point de départ en relation avec Solidarnosc. Ils ont conçu leur combat en liaison avec l'organisation ouvrière. Il est à noter que ces organisations se sont cons-

tituées en toute indépendance par rapport au syndicat officiel des étudiants polonais qui est membre de l'Union Internationale des étudiants et qui est toujours à l'étape actuelle représentée à l'échelle internationale dans toutes ces réunions. La constitution du NZS s'est faite en plusieurs étapes. D'abord au niveau local de chaque université et s'est coordonnée au niveau national, à peu près dans le même temps que Solidarnosc.

L'UNEF et les étudiants polonais

Il est à noter aussi par exemple qu'une délégation de l'Unef I.D. était présente au 1^{er} Congrès du NZS et ceci pour une raison simple. Depuis 1945 les mouvements étudiants polonais et français ont développé des campagnes communes et tout le temps ont lié à l'échelle internationale leur combat. En 1968, en 1971, ils avaient, en fonction de ce qui se développait en Tchécoslovaquie et ce qui se développait en France une liaison constante des informations et des discussions entre les étudiants français, polonais, tchécoslovaques. En 71, dans l'Unef, il y a eu souvent référence à la situation polonaise et au combat mené par les étudiants polonais dans une situation où en France la bataille faisait rage à l'intérieur de l'organisation syndicale entre les militants du PCF qui défendaient la situation en Pologne et la majorité des syndiqués qui soutenaient les étudiants et les travailleurs polonais.

Le combat des étudiants

Alors, sur les formes de ce combat, les étudiants polonais ont participé au développement de ce qui était expliqué tout à l'heure en Pologne, ces étudiants ont eu des actions importantes à des moments déterminants. Il suffit pour cela de se souvenir de la grève des étudiants polonais, juste dans la période qui a précédé l'instauration de l'état de guerre. Les étudiants refusaient l'instauration des recteurs désignés par le Gouvernement, ce qui était pour eux un moyen de préserver l'indépendance de l'instruction par rapport à la politique du Gouvernement polonais et par rapport à la politique du POUP dans ce domaine. Ceci a été extrêmement loin puisqu'il y a eu intervention, dès cette époque, de la

milice dans de nombreuses universités. Nous pouvons dire qu'il y a eu un combat qui a pris ses formes propres. Il y a eu des grèves importantes pour obtenir la légalisation de leur organisation, puis après pour pouvoir définir leur propre programme et le faire aboutir sur un certain nombre de points.

A.I.E. et NZS.

Aujourd'hui, nous pouvons dire que la direction du NZS était représentée par des militants comme Guzy, qui ont depuis l'état de guerre été arrêtés puis emprisonnés, ce qui amène à poser le problème de la solidarité avec le NZS. Cette question ne peut pas être scindée de celle de la solidarité générale avec Solidarnosc, ce qui s'est fait sur le plan syndical et qui a été rapporté à la tribune, se retrouve au niveau des étudiants. L'élément particulier pour nous c'est que la direction du NZS, même si certains d'entre eux ne sont plus étudiants aujourd'hui, cette direction du NZS est membre du secrétariat international de l'Association Internationale des Etudiants (A.I.E.) qui regroupe de nombreuses associations à l'échelle internationale et qui s'est constituée au moment même où le NZS se mettait en place et qui a pris comme élément la nécessité d'une discussion à l'échelle internationale quel que soit le point du globe pour trouver les meilleurs moyens de discuter ensemble et d'œuvrer au niveau de la solidarité.

Nous ne pouvons ici rentrer dans le détail, mais il est intéressant de noter que le problème spécifique du NZS, c'est-à-dire sa reconnaissance à l'échelle internationale comme Association officielle par le mouvement étudiant, par le mouvement ouvrier, cette reconnaissance du NZS a été le point de clivage à l'échelle internationale pour toutes les unions étudiantes, que ce soit dans des pays du Nord de l'Europe, d'Amérique Latine, d'Australie ou même aux Etats-Unis. Le problème de la reconnaissance de cette association dont s'étaient dotés les étudiants, eux-mêmes, a été depuis deux ans le point qui a permis le regroupement à l'échelle internationale d'un certain nombre d'unions et d'une solidarité effective sur ce problème. Le NZS n'est pas une question à part, mais pleinement intégré au combat international et à la solidarité internationale des étudiants.

L'EGLISE ET LA REVOLUTION EN POLOGNE

J'interviens dans le débat ouvert par Francoise Baluka sur une question qui, à mon avis, se pose à tous ceux qui à l'ouest veulent défendre la révolution polonaise... La question des relations entre l'église et la révolution.

En disant « tous ceux », je ne parle pas du parti qui, le 16 juin dans son journal, a fait cette extraordinaire découverte qu'à l'occasion du voyage du pape en Pologne, on a pu entendre le slogan de la droite nationaliste : « Liberté pour la Pologne ! » Les préoccupations de ce parti-là, le parti stalinien français, l'avaient aussi empêché d'entendre en 1956 les manifestants qui chantaient dans les rues : « Les Polonais se battent pour la révolution — contre le joug des Russes, pour leur libération. » Ou encore de lire sur les camions, les cars et les trains qui sillonnaient la Pologne en janvier 1971 : « A bas la dictature de la bourgeoisie rouge ! »

Les préoccupations de ce parti-là l'absorbent bien trop par le soutien de la dictature bureaucratique du Kremlin et, aujourd'hui, le soutien de la junte militaire de Jaruzelski.

Je parle par contre du point de vue adopté par les militants fondateurs de la première Internationale.

Au premier Congrès de l'Association Internationale à Genève, ces militants défendaient l'insurrection polonaise contre le tsarisme russe et prenaient parti pour la reconstitution d'une Pologne sur des bases démocratiques et sociales. Dans le même texte, ils adoptaient le chapitre concernant l'attitude de l'Internationale à l'égard de la religion dans ces termes : « Chacun pensera sur ce point ce qu'il jugera convenable, à condition de ne pas faire intervenir son Dieu dans les rapports sociaux. »

De surcroît, depuis des dizaines d'années, nous avons pu voir comment la hiérarchie religieuse est intervenue pour secourir les dictatures sanglantes d'Amérique latine ou d'Indonésie.

Alors, camarades, comment comprendre que, s'il est un fait que les aspirations nationales sont au cœur du combat du peuple polonais aujourd'hui, il est aussi un fait qu'une grande partie des Polonais voient dans l'église la représentation de leurs aspirations nationales ?

Dans le temps de cette intervention, je

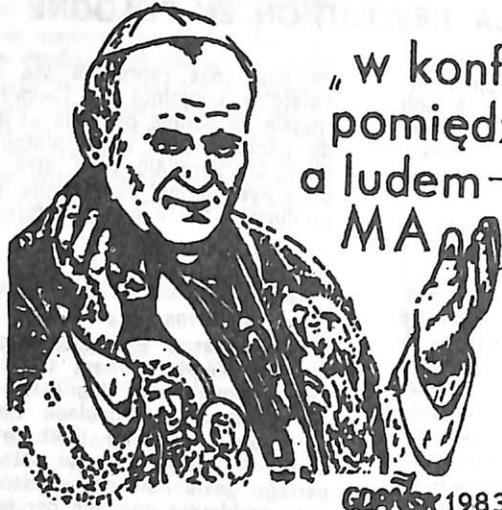
ne peux pas reprendre les détails de l'histoire conjointe de l'oppression nationale du peuple polonais et de la place de l'église dans cette histoire. Cependant, un parallèle peut être fait entre deux événements significatifs qui se sont produits à 150 années d'intervalle.

La Pologne dépecée

C'est en 1795 que l'intervention des armées russes et prussiennes coupait court à l'établissement d'une souveraineté nationale en Pologne sur des bases démocratiques bourgeoises. Un an après, la Pologne dépecée était rayée de la carte. Or, les années qui ont précédé le partage de la Pologne ont été marquées sans ambiguïté possible par le caractère laïc de la révolution bourgeoise. La tradition laïque est d'ailleurs dans une certaine mesure antérieure en Pologne à l'acte de séparation de l'église et l'Etat accompli par la Révolution française.

En 1788, le système politique était très particulier. Une Diète nobiliaire étendait son pouvoir à la confédération tout en maintenant encore un roi sans pouvoir réel. Jusqu'à la Révolution française, la République polonaise était l'Etat parlementaire le plus étendu d'Europe. A la fin de l'année 1788, par une sorte de coup d'Etat, la Diète prolongeait son mandat indéfiniment et dès janvier 1789 elle constituait une commission de l'éducation nationale qui prenait la charge de la formation d'instituteurs laïcs. En mars 1789, la décision d'un impôt est prise sur le revenu des biens ecclésiastiques et, en même temps, le fisc de l'Etat devient propriétaire des biens de l'évêché de Cracovie. C'est enfin le 3 mai 1791 que la constitution démocratique proclame la séparation totale de l'église et de l'Etat.

Trois ans après la constitution du 3 mai, quel est le résultat de l'occupation de la Pologne ? La langue russe devenue obligatoire, la langue polonaise ne se parle plus que dans les foyers et les églises. On envoie alors ses enfants au catéchisme pour leur faire apprendre à lire et à écrire le polonais. Je pense que nous devons mesurer ce que signifie le fait que, pendant 125 années, les seuls pôles d'une identification nationale étaient la langue et la religion. En définitive, on était



„ w konflikcie
pomiędzy władzą
a ludem - RACJE

MA

ZAWSZE

LUD"
J.P. II

GDAŃSK 1983

Dans le conflit entre le peuple et le pouvoir, c'est toujours le peuple qui a raison

alors polonais parce qu'on était catholique. Un siècle et demi après, en 1939, Ribentrop et Staline par une clause secrète du pacte qu'ils ont passé ensemble se répartissaient la dépouille de la Pologne une nouvelle fois. En 1943, à Katyn, Staline assassinait sur le territoire occupé par l'Armée rouge plus de 4.000 officiers et sous-officiers polonais. Il mettait ainsi un terme au coup que la bureaucratie stalinienne avait porté dans le dos de la Révolution d'octobre, coup qui ouvrait la voie de la guerre impérialiste.

Cependant, en 1945, la défaite des nazis ouvrait pour des millions de polonais l'espoir de voir enfin réalisées leurs aspirations nationales sur la base de la propriété sociale. Le peuple polonais était prêt à accepter beaucoup de choses pour reconstruire le pays ravagé par la guerre impérialiste. Et les émissaires de Staline ne se sont pas privés de tirer sur la corde des aspirations nationales. Mais qu'en ont-ils fait ?

Encore et encore une fois, par la main de ceux qui se réclament des idéaux du socialisme, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était foulé aux pieds par les accords de Yalta et de Potsdam.

Le Kremlin offrait de cette manière sa contribution au maintien de la domination impérialiste sur le monde. Staline, d'un

côté, avait les mains libres pour assassiner les ouvriers démocrates polonais et, de l'autre côté, il couvrait l'assassinat des communistes grecs. Dans la chair même du peuple allemand, il organisait avec Churchill et Roosevelt la division de l'Allemagne en deux.

La « nouvelle Pologne » et l'église

En Pologne même, l'attitude du premier gouvernement d'unité nationale soutenu par Staline à l'égard de l'église ne pouvait pas ne pas prendre en compte la formidable mobilisation des masses à l'issue de la guerre et leurs aspirations nationales. De fait, le décret de la réforme agraire en 1944 n'a pas englobé au début les biens de l'église. Les croix sont maintenues dans les écoles où l'apprentissage de la religion n'est interdit qu'en 1947. En juillet 1945 encore, les dignitaires du régime participent à toutes les cérémonies religieuses données par des prêtres qui, pour la plupart, ont combattu le fascisme dans les rangs de l'Armée intérieure.

Cependant, après la capitulation du dirigeant du Parti socialiste polonais, et l'éviction de Gomulka, jugé trop nationaliste, qui est remplacé par Biérut, l'atti-

tude du Kremlin à l'égard de l'église se modifie radicalement.

En avril 1950, l'église polonaise signe un concordat au terme duquel elle s'engage au respect de la constitution de la République populaire de Pologne, à ne pas s'opposer au développement des coopératives rurales et à combattre toute activité clandestine. En dépit de cet alignement sur la volonté de la bureaucratie, après une campagne de la « Pravda », le directeur du journal de l'évêché de Varsovie, Kaczynski, est arrêté. Le 26 septembre 1953, s'appuyant sur l'association Pax créée par le Kremlin qui en a confié la direction à un ancien fasciste, Piasecki, le gouvernement décide l'arrestation du cardinal Wyszynski.

Ainsi ces deux siècles qui ont jalonné le combat permanent du peuple polonais pour son droit à disposer de lui-même éclairaient les raisons pour lesquelles l'église est une force en Pologne, directement reliée à la lutte nationale du peuple. L'histoire se mêle toujours à la politique vivante et les conditions actuelles de la révolution prolétarienne en Pologne ne peuvent être séparées des idées sur lesquelles s'est déroulée cette lutte depuis des dizaines d'années.

C'est pourquoi la forme que prend aujourd'hui la révolution en Pologne et la place de l'église s'expliquent par le refuge qu'a toujours constitué la religion pour les aspirations nationales.

A contrario, ces dernières années montrent bien qu'à chaque fois que l'église polonaise, et en particulier le cardinal Glomp, a donné un point d'appui à la normalisation de Jaruzelski, cette politique était directement ressentie par 35 millions de polonais comme contraire à leurs aspirations.

Plus simplement, les accords sociaux d'août 1980 par lesquels Solidarité s'est constituée, sont fondés sur la base de la propriété sociale. Solidarité même, représentant du peuple polonais, est indépendante non seulement de tout parti, Etat et gouvernement mais bien entendu aussi indépendante de l'église.

Cela n'est en rien contradictoire avec la place particulière en Pologne de l'église. Il faut savoir, par exemple, qu'au mois de septembre 1976, quand la répression s'exerçait à l'encontre des militants qui

discutaient de la nécessité de constituer un comité de défense des ouvriers, c'est le communiqué de la conférence plénière de l'épiscopat polonais du 9 septembre qui a donné le soutien nécessaire pour emporter la décision de fondation du K.O.R.; ce communiqué disait: « Nous nous adressons aux plus hautes autorités de l'Etat pour qu'elles cessent la répression des ouvriers qui ont participé aux protestations contre la hausse des prix trop importante envisagée par le gouvernement au mois de juin. Les ouvriers doivent retrouver leurs droits perdus, leur situation professionnelle et les condamnés doivent être amnistiés. »

Nous défendons sans condition...

En conclusion, camarades, lorsque des milliers de manifestants proclament leurs aspirations nationales en se réunissant dans les églises en Pologne, lorsque les travailleurs voient dans l'église même la représentation de leurs aspirations, nous sommes sans réserves pour les aspirations nationales. De la même façon, contre les réformes économiques que Jaruzelski voudrait accomplir sous la coupe du F.M.I., emmenant le peuple à la plus terrible catastrophe sociale, nous sommes pour la propriété sociale. Notre attitude ne peut être elle aussi que sans réserves à l'égard de la défense des emprisonnés et de la répression contre les militants polonais.

Nous défendons inconditionnellement Lech Walesa et Anna Walentynowicz qui sont croyants, comme nous défendons sans aucune condition Edmund Baluka et Jacek Kuron qui sont athées. Aujourd'hui, de la même façon, nous ne posons aucune condition pour défendre le père Jankowski qui est menacé d'inculpation par la junte de Jaruzelski.

Je pense que cela est juste, camarades, parce que c'est la voie de l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes, parce que c'est la voie de la libération des peuples opprimés, la voie de l'extirpation du stalinisme traître à la classe ouvrière et oppresseur des peuples.

QUAND LES IDEES DEVIENDRONT DES FORCES MATERIELLES

Question :

— Comment sont perçus par le peuple polonais le combat et l'œuvre de Lénine et Trotsky ?

Pierre Lambert :

— Camarades, vous avez lu certainement pour la plupart d'entre vous le petit opuscule de Lénine intitulé : « L'Etat et la Révolution. » Vous vous souvenez très certainement des premières lignes où Lénine explique que, de leur vivant, les révolutionnaires sont haïs, vilipendés et réprimés, subissent la répression, et après leur mort, on les transforme en icônes pour que leur enseignement soit totalement émasculé. Lénine écrivait « L'Etat et la Révolution » juste avant octobre 1917. Il ne prévoyait certainement pas que ce qu'il écrivait pour Marx allait s'appliquer à lui-même.

Continuons par une idée fondamentale du marxisme : quand les idées s'emparent des masses, elles peuvent devenir des forces matérielles. Alors, aujourd'hui, les idées de Lénine et de Trotsky ne sont certainement pas partagées par le peuple polonais comme elles ne sont pas partagées par la majorité du peuple français. C'est le travail que nous devons faire pour aider les travailleurs à retrouver les sources réelles du socialisme ; les sources réelles de la Révolution.

Mais en Pologne, comme dans tous les pays de l'Est, étant donnée l'extraordinaire falsification de l'œuvre de Lénine — c'est vrai aussi en France, mais à l'Est c'est pis qu'ailleurs —, lorsqu'on parle avec n'importe quel camarade, quelle que soit sa tendance politique, qu'il vienne de n'importe quel pays, on peut constater les mêmes réactions au nom de Lénine et mesurer ainsi ce qu'a fait la bureaucratie dans ces pays.

L'oppression et...

En Pologne, il est vrai, cette question sur Lénine et Trotsky est compliquée par un problème national. L'oppression en Pologne ou en Ukraine, est une oppression grand-russe. Avant 1917, c'était identifiable au tsarisme. L'oppression stalinienne est identifiée aujourd'hui à la Révolution de 1917 dont se parent frauduleusement les bureaucrates staliniens.

...la question nationale

L'œuvre de Lénine et Trotsky n'est pas appréciée par les Polonais dans leur grande masse. D'autant plus que toute révolution charrie de grandes choses et aussi de grandes erreurs. Et 1920 a été une grande erreur de la Révolution. Après l'attaque par Pilsudski de l'U.R.S.S. — et la Révolution a eu raison de se défendre contre cette agression dictée par l'impérialisme —, que s'est-il passé ? Les armées polonaises défaites sur le territoire de l'U.R.S.S., le Bureau politique du parti bolchevique russe, sous l'impulsion de Lénine et Trotsky, au départ était contre, a décidé l'invasion des troupes de l'Armée rouge jusqu'aux murs de Varsovie. Dans la nation polonaise opprimée pendant si longtemps par les russes, les autrichiens, les prussiens, l'Armée rouge a ainsi perdu tout contact avec les ouvriers et les paysans. La question nationale est alors revenue au premier plan. Cela rejoint la signification de ce que représente l'internationalisme prolétarien véritable (pas celui de Staline ni des bureaucrates), ce n'est pas par hasard que la 1^{re} Internationale a été fondée à partir de la question nationale polonaise et de la question nationale irlandaise, l'indépendance de classe du prolétariat, l'indépendance des organisations ouvrières ne peut se fonder que sur le droits des peuples à disposer d'eux-mêmes.

L'erreur de 1920 a eu des conséquences incalculables.

Un programme réel

Pour conclure, comme je suis sûr que le programme de la IV^e Internationale est un programme réel, comme je suis persuadé que dans le combat et la discussion libre que les ouvriers mèneront, dans la démocratie ouvrière, ils retrouveront les voies dans leur propre combat, de ce programme de la IV^e Internationale, les idées de Lénine et Trotsky seront celles des ouvriers du monde entier, y compris des ouvriers polonais. Ce sont les idées du socialisme émancipateur.

SYNDICALISME LIBRE ET DROITS OUVRIERS

Mes chers amis, amis de ma patrie la Pologne, car je considère que si les thèmes de discussion qui concernent si étroitement ma patrie, si mon pays vous intéresse à ce point c'est que vous êtes de cœur avec la Pologne et vous êtes ses amis.

Quelques mots avant d'entrer dans le vif du sujet : lorsque j'avais 19 ans, en octobre 1956, j'ai cru de tout cœur que la Pologne serait différente, c'est alors que je me suis engagé dans les rangs du POUP. Malheureusement, en 1961, déjà, mes espoirs d'une Pologne juste se sont enfuis, mon chemin s'est séparé de celui du P.O.U.P. ; à partir de ce moment-là j'ai suivi mon propre chemin, cherchant partout la justice, prenant partout la défense des victimes de la répression et j'ai aussi toujours pris la défense là où la justice n'était pas respectée. Maintenant je voudrais me concentrer tout particulièrement sur les aspects du mouvement syndical en Pologne.

Les prémices

Bien entendu, les prémices mêmes de la fondation du mouvement syndical libre et indépendant en Pologne étaient les événements de 56. Seulement à cette époque rien n'était organisé. Qui sait si ce ne sont pas les manifestations qui ont obligé le gouvernement de RPP et concrètement l'équipe de Gomulka, car la convention de l'O.I.T. n° 87 sur la liberté syndicale et celle n° 98 concernant le droit d'organisation collectif ont été ratifiées le 14 décembre 1956. Ces conventions et ces articles sont donc entrés en vigueur le 14 décembre 1957.

Il faut cependant souligner une question essentielle : ces conventions n'ont été rendues publiques qu'au printemps 1957, alors que normalement n'importe quelle convention qui est ratifiée est publiée dans le mois qui suit. Que cherchaient les communistes alors ? Ils voulaient tout simplement empêcher la classe ouvrière de se saisir de ces textes après l'octobre polonais. Il convient de voir que si la classe ouvrière savait cela, qu'elle avait un certain nombre de droits de par cette convention ratifiée par son gouvernement, il est certain que les développements de la situation auraient été différents et qui sait si la Pologne d'au-

jourd'hui ne serait pas une Pologne autonome.

Le premier syndicat indépendant

La thèse que je viens d'exprimer est renforcée par certains faits. C'est, en effet, après le tumultueux octobre que dans une réunion de dockers et ouvriers du port, dans l'école de marine de Gdynia le 4 novembre 1956, qu'a été créé le comité de fondation du syndicat professionnel des marins et dockers — syndicat indépendant — qui, en 1957, a pris le nom de Syndicat des marins et pêcheurs maritimes, et voici quels étaient les fondements programmatiques de ce syndicat :

- indépendance des autorités administratives du parti et de l'Etat ;
- indépendance vis-à-vis du ministère de la Marine ;
- le syndicat doit prendre la défense des intérêts de tous les gens de la mer ;
- réhabilitation et réintégration dans le travail de tous ceux qui avaient été privés de leurs droits de s'embarquer sur des navires pour des raisons politiques. Il faut en effet ici ajouter que dans la période stalinienne il y avait énormément de gens qui avaient été privés de leur travail dans différentes professions ;
- enfin, adhésion à l'Union internationale des marins et dockers, ayant son siège à Marseille, en France.

Ce syndicat a existé en même temps que le syndicat du parti : le syndicat des employés du ministère de la Marine. C'est le premier fait dans l'histoire du mouvement syndical de la fondation d'un syndicat non dépendant du parti. Evidemment les communistes ont tout fait pour liquider ce syndicat. En instaurant une telle situation, son premier président Krzyzanowski fut obligé de démissionner et ils ont mis à sa place un officier du navire « Batory ». Evidemment un homme dévoué à eux. En 1959, ce syndicat est incorporé, avalé par le vieux syndicat communiste. Et ensuite l'un de ses fondateurs Wojcichowski, retraité, invalide du travail après un grave accident sur le bateau de pêche où il travaillait. Il est devenu un des conseillers des ouvriers



des chantiers navals en grève en août 1980. Il est également élu président de la section nationale de la marine et de l'économie maritime de Solidarnosc.

1977 : les syndicats libres

La connaissance de la convention de l'organisation internationale n° 87 et 98 par les ouvriers polonais de leur droit de créer des syndicats indépendants, est pratiquement égale à zéro jusqu'à l'année 1977. Et ce problème fondamental pour les ouvriers ne s'est pas trouvé dans les revendications des ouvriers en grève de la Baltique en 1970. C'est seulement au moment de la ratification par la Pologne en mars 1977 que se forment les comités de fondation des syndicats libres sur le littoral Baltique, à Gdansk. Avec à sa tête Krzysztof Wyszowski, Andrej Gwiazda, Joanna Duda-Gwiazda, Anna Walentynowicz, Lech Walesa, Halina Pienkowska, Bogdan Borusewicz, Andrzej Kolodziej.

Par contre à Katowice, les fondateurs étaient : Bal, Kazimierz Switon, Boleslaw Cygan, Roman Kciuczek et Wladyslaw Sulecki.

L'appareil de la police politique, le S.B., mène une campagne venimeuse contre ces comités. Ce sont sans cesse des arrestations, des condamnations dans les tribunaux de simple police qui s'appellent tribunaux de répression des infractions. Des attaques physiques qui portent de graves blessures à ces personnes. Par exemple c'est le cas Krzysztof Wyszowski à Gdansk et Boleslaw Cygan à Wlodziaw en Silésie, d'ailleurs ce dernier à la suite des coups reçus par la police politique S.B. est depuis mars 78 invalide et, en plus, la police politique lui a bloqué tous les droits à obtenir une pension d'invalidité décente. C'est ainsi qu'on pourrait esquisser rapidement ce développement du mouvement syndical libre en Pologne. Qu'est-ce que c'étaient ces droits des travailleurs ? des ouvriers ? Jusqu'à fin 1974, la base juridique fondamentale réglementant les conventions sur

le droit du travail, était le décret du président de la République de 1928, toutes les conventions collectives ne pouvaient être signées en défaveur des employés. Selon cette loi, toutes les modifications de travail, salaire ou rupture de contrat devaient être soumises au contrôle d'un tribunal. C'est ainsi que ces règlements, en liaison avec l'article 51, paragraphe II, du Code civil, déclaraient qu'un ouvrier avait le droit de réoccuper son poste précédent avec le même salaire, y compris même, avec dommages et intérêts, s'il pouvait faire la preuve que son employeur lui avait porté préjudice, ou il suffisait également d'affirmer que ces changements dans ses conditions de travail ou rupture de contrat, étaient contraire avec les fondements du socialisme.

Le nouveau code du travail de 1975

Mais que se passe-t-il à partir du 1^{er} janvier 1975 : les communistes se rendent compte que ces droits ouvriers finalement leur portent tort, que dans de nombreux procès qui se sont déroulés en Silésie, des procès intentés à l'initiative de mineurs, de militants courageux de syndicats de branches, de ceux qui refusaient de se soumettre à la volonté du parti, eh bien ! dans la plupart de ces procès, ils ont été obligés de leur payer des dommages et intérêts. C'est donc en raison de cela que le 1^{er} janvier 1975 entre en vigueur un nouveau code du travail, on a fait beaucoup de tapage autour de cela selon lequel ce nouveau code serait la solution la plus socialiste, la meilleure et la plus juste, mais en pratique, en réalité, l'ouvrier a été privé de la possibilité de recourir aux tribunaux pour défendre ses droits car on a transféré cela à des commissions de recours ou des commissions d'entreprise de litiges, sauf que le problème est que dans ces commissions, on élit des gens liés, bien évidemment, aux cliques locales du parti, liés à l'appareil local de répression, je veux dire par là : la S.B., la milice... Evidemment, à partir de là, lorsque l'ouvrier fait appel d'une décision de rupture de contrat, il est pratiquement certain de perdre. A la place de la législation capitaliste d'avant-guerre, on met en place une législation socialiste ; c'est ainsi que la loi de 1928, c'est-à-dire la loi du système capitaliste qui

donnait la chance à l'ouvrier de défendre ses droits a été remplacée par une loi du système socialiste, qui en pratique, a privé l'ouvrier du droit de se défendre. Par exemple, il y a toute une série de modifications qui concerne les droits des travailleurs, justement sur le droit à avoir des compensations lorsqu'ils ont subi des torts ou des dommages sur le plan professionnel. Ainsi, jusqu'en décembre 1967, un ouvrier qui avait été lésé avait le droit de s'adresser à un tribunal pour que lui soient réparés tous les dommages matériels causés, y compris avec l'attribution d'une pension. C'est à partir du 1^{er} janvier 1968, avec l'accord des syndicats du parti, qu'entre en vigueur une nouvelle législation qui prévoit déjà tout de suite un plafond des compensations qu'on peut avoir pour un dommage physique (ex. : une jambe cassée) de 40 000 zl maximum, alors que, selon les vieux règlements, jamais les compensations versées n'avaient été inférieures à 100 000 zl. C'est la même chose pour les maladies professionnelles, comme la silicose, dont les compensations pouvaient aller jusqu'à 140 000 zl. Voici un exemple de comment l'Etat socialiste, qui devrait être à la pointe de la défense des travailleurs, fait tout, en fait, pour nuire et porter dommage aux travailleurs, tout cela en se sécurisant derrière une compensation du capitalisme d'Etat.

Les conditions de travail

En effet, je tiens à rappeler ici concrètement, que lorsqu'en 1980 j'étais dans la délégation de Solidarnosc pour les négociations avec le gouvernement, le ministre du Travail et des Salaires de l'époque a déclaré que les tribunaux normaux avaient le cœur trop large et accordaient des gratifications, des compensations beaucoup trop élevées en général. En fait, il y a une autre question, je voudrais essayer d'arriver à vous donner l'image de la Pologne réelle, de la réalité Polonaise ; ce sont les conditions de travail et d'hygiène. Je tiens à signaler ici que la Pologne et tout particulièrement la région de Silésie est la plus polluée d'Europe. Dans les années 1974-75, on a connu des cas de maladie collective, provoqués par cette pollution, dans les écoles élémentaires. Ainsi, dans une aciérie d'aluminium, à côté de Krakow, dont on a arrêté la production, les ouvriers qui y travaillaient, avec une moyenne

d'âge de 35 ans, avaient l'apparence physique de vieillard de 65-70 ans. Voilà l'image de la Pologne socialiste, une image de désespoir, et qui en est responsable ? Qui a mis la Pologne dans cet état-là ? Le parti, un parti qui se réclame de la classe ouvrière et qui continue aujourd'hui d'affirmer, que ce parti est le seul à avoir le droit de représenter la société polonaise. Qu'est-ce que c'est que ce socialisme ? !

Le travail obligatoire

Réfléchissez-y dans vos consciences, je ne souhaite pas aux pays d'Europe, en France, de vivre un tel socialisme. Actuellement, quels sont les droits des travailleurs : l'ouvrier polonais a le droit au travail payé par un salaire de misère qui ne lui suffit pas pour nourrir sa famille. Le droit de l'ouvrier polonais au travail est le droit au travail obligatoire, car les mineurs, les militants de Solidarnosc, pour les grèves du 13 décembre 1981, ont été privés de leur travail, des mineurs qui avaient jusqu'à vingt ans d'expérience, des mineurs qui connaissaient parfaitement leur profession. Les mineurs, on les convoque dans les bureaux des mairies et on les oblige à prendre des pelles et des râteaux, pour être balayeurs de la ville car sinon, on pourrait les faire passer devant les tribunaux de simple police, les condamner à de graves amendes, qui vont parfois jusqu'à 50 000 zł ou même à la prison, malgré le fait que la Pologne a signé la convention n° 105 en 1957 qui, justement, interdit le travail obligatoire, le travail de réquisition. Cette convention est violée. Le vice-ministre des Affaires intérieures. Il y a à peu près un mois, lors d'une conférence de presse, a déclaré qu'à peu près 29 000 personnes ont été condamnées pour avoir refusé le travail de réquisition. Voilà de quoi a l'air la liberté dans ce système que je ne peux pas appeler socialiste, dans ce système de fascisme rouge. Mes chers amis, j'ai l'impression qu'en France, vous avez des difficultés à comprendre qu'il en est effectivement ainsi, que nous Polonais, nous n'arrivons pas à avoir des syndicats libres, indépendants, nous ne pouvons pas faire grève, nous n'avons pas le droit d'exprimer nos propres opinions. Très souvent, je tombe sur cette réflexion, que c'est difficile à croire.



Payer la dette de Gierek !

Quels sont donc, aujourd'hui, les droits des travailleurs. La Pologne est un « stag » , car les ouvriers polonais doivent travailler pour rembourser une dette de 26 milliards de dollars. Nous avons compté, dans Solidarnosc, que pour 1981, tout ce que rapportait l'exportation devait finalement payer les intérêts de cette dette, et je vous le dis avec une grande révolte, car pourquoi a-t-on donné à l'équipe de Gierek cet argent, alors que cette équipe de Gierek viole, ne respecte pas les conventions internationales. Pourquoi, dans les années 70, les gouvernements à l'Ouest et, je m'excuse de le dire, y compris les syndicats, n'ont pas attaqué dans l'O.I.T. ce fait, en expliquant que la Pologne ne respecte pas les conventions internationales sur le travail. Et quel était l'espoir des banquiers lorsqu'ils ont donné cet argent, non pas au peuple, mais à cette clique. Aujourd'hui, cela ne m'étonne pas que parfois, momentanément, notre cause polonaise retombe dans l'ombre, personnellement, j'en suis révolté. Je suis révolté par la façon dont s'est conclue la conférence sur la sécurité en Europe, à Madrid, où on n'a pas attaqué la Pologne, où on n'a pas attaqué Moscou. C'est une question essentielle et fondamentale, la Pologne est au cœur de l'Europe, la question polonaise peut être un détonateur. Le peuple polonais

est déterminé mais il est surveillé, épié par une équipe de police politique, par la police secrète, par les corps de la ZOMO. Je vais donner l'exemple de comment, on fait rentrer les gens dans la ZOMO. On prend des jeunes gens en âge de faire le service militaire et qui doivent justement faire ce service, on leur propose d'entrer dans des unités de la ZOMO en échange de quoi, ils recevront tous les mois, 24 000 zł, argent déposé sur un livret et une fois leur service terminé dans la ZOMO, ils reçoivent ainsi une somme d'environ 500 000 zł et ils sont prioritaires pour obtenir un logement en ville. La meilleure preuve en est que dans la ville de Wroclaw, dans ce qu'on appelle les « appartements de coopératives » ont été logés à 40 %, les personnels du ministère de l'Intérieur (MO, ZOMO, SB...).

Comment les appeler autrement ?

C'est ainsi que l'on fait s'engager dans la ZOMO, sur le même modèle que Hitler et excusez-moi de répéter, que pour moi, il s'agit du fascisme rouge et j'ai le droit de parler ainsi.

Et je voudrais, par instantané, vous trans-

mettre ce qui s'est passé à Gdynia le 17 décembre 1970 lorsqu'on a tiré sur la foule et tué des gens. On a appelé les ouvriers des chantiers navals de Gdynia à reprendre le travail. Auparavant, ont pris la parole à la télévision les autorités qui avaient étouffé et réprimé la grève dans les chantiers de Gdansk, en appelant à la reprise du travail. Les ouvriers des chantiers navals de Gdynia, en toute bonne foi, se sont présentés le matin au travail. A la gare, les ouvriers descendent des trains de banlieue, tous ces ouvriers sortant des wagons, représentez-vous cela, les chantiers sont entourés de tanks ; par haut-parleur, on demande aux ouvriers de se disperser, les ouvriers des chantiers ne comprennent plus rien, ils se demandent si ce n'est pas une provocation puisqu'ils ont entendu, à la télévision, qu'il fallait reprendre le travail. C'est ainsi que cette foule, tellement compacte, qu'ils ne peuvent reculer nulle part, environ 10 000 personnes, c'est à ce moment que les tanks ouvrent le feu ; tout d'abord, la foule pense qu'on tire à blanc mais des gens tombent ici et là, c'est la guerre, ils tirent à feu réel.

Gierek a promis que les responsables devraient rendre des comptes et qu'une commission serait créée ; personne n'a jamais été puni pour ce crime. Comment voulez-vous alors les appeler les auteurs de ces crimes, ce système, comment leur



donner d'autre nom que « fascistes » ? Lech WALESA à l'Ouest a dit : nous voulons la justice, nous voulons une Pologne juste. Lech WALESA ne voulait pas le capitalisme, moi non plus, nous voulions que la Pologne soit la Pologne, nous voulions que les ouvriers soient vraiment les gestionnaires des usines et des fabriques, nous voulions être sûrs que ce que nous produisons, créons, ne soit pas gaspillé, pourtant actuellement la Pologne est un pays d'esclaves.

J'ai l'espoir que vous nous aiderez

STRAUSS (C.D.U./R.F.A.) est venu en Pologne dernièrement et a dit que la Pologne n'a pas besoin d'aide.

En Allemagne, on répand le bruit que les Polonais sont des fainéants, qu'ils ne veulent pas travailler, alors qu'en Pologne, de tous les pays « socialistes », les heures de travail par semaine sont les plus longues et ce n'est pas seulement la plus longue semaine de travail mais ce sont aussi les conditions de travail dans certaines professions comme par exemple les mineurs qui travaillent un mois entier avec un seul dimanche libre pour se reposer et je suis incapable de retranscrire quelles étaient leurs conditions exactes de travail, cela prendrait trop de temps.

Ceux qui disent que les Polonais ne veulent pas travailler ne sont pas les amis des Polonais, ils le disent parce qu'en fait, ils se font du souci pour les dollars qu'ils ont prêtés, c'est la vérité. J'ai l'espoir que vous nous aiderez pour que la Pologne soit la Pologne.
Merci.

Question :

— Y a-t-il des licenciements en Pologne ? Pensez-vous que les dures conditions de vie des travailleurs que vous avez décrites hier vont encore se dégrader et si oui quel combat les ouvriers peuvent-ils pour les améliorer ?

Se préparer à la grève générale

Réponse :

— Chers amis, des milliers de gens syndiqués à Solidarnosc, sympathisants ou même non syndiqués, se trouvent sans travail. J'en ai déjà parlé hier. Des milliers de gens sont contraints à faire un autre travail que le leur, on leur ôte tous les droits acquis pendant leurs années de travail. On ne leur permet pas de bénéficier de conventions collectives, etc. La situation des travailleurs se détériore économiquement de jour en jour. Les prix augmentent. On prépare une nouvelle hausse de prix. La Junte de Jaruzelski va arriver à cette situation qu'aucun ouvrier n'ait un seul moment à consacrer au syndicat ou à la politique. Il s'agit de pacifier toute la société, chaque famille, d'exercer une pression psychique pour effrayer les travailleurs. Et malheureusement, la Junte y arrive dans une certaine mesure. La possibilité de militer dans les usines est vraiment réduite. Voici ma position là-dessus. Solidarnosc dans la clandestinité devrait se préparer pour une grève générale. Bien sûr, ces préparatifs ne doivent pas être faits à la hâte. Cela demande une bonne préparation, à l'avance. Il me semble que dans cette grève contre Jaruzelski, c'est la Silésie qui devrait jouer le rôle principal car il me semble que c'est la Silésie qui peut mener la Junte à la défaite. De quelle façon ? Après l'introduction de l'état de guerre, la grève d'occupation des mines Piast et Ziemowit faisait peur à la Junte, et tous les jours, on leur demandait de sortir de la mine. Or il n'y avait que deux mines en grève ! Si toutes les mines avaient fait une grève d'occupation générale dans les mines, la Junte de Jaruzelski n'aurait pas pu la casser. Pourquoi ? Les mines sont reliées entre elles par des tunnels. Par exemple, à Jastrazbie, on peut créer dans tout le sous-sol un unique comité de grève. Alors toutes les mines seraient invincibles. Il faut tout faire pour persuader les travailleurs qu'ils ont la possibilité de gagner. Car la Junte et les soldats ne peuvent pas remplacer les mineurs. C'est un métier trop dur ! Et ils ont peur d'un tel travail. Voilà comment on peut casser la Junte de Jaruzelski.

PLURALISME POLITIQUE ET SOCIALISME

Chers amis,

Je voudrais attirer votre attention sur quelques particularités qui se manifestent dans la vie politique indépendante de la société, dans les pays dominés par les dictatures totalitaires de type stalinien. Lorsque je parle ici de vie politique, je ne considère pas les coulisses de cette véritable vie politique, que sont les partis communistes et les organisations succursales, qu'ils dirigent, ce système de « courroies de transmission et de ressorts » cher à Staline. Ces organisations forment la colonne vertébrale du mécanisme du pouvoir de la dictature et ne servent absolument pas à exprimer et à représenter les intérêts sociaux des différentes couches de la société, mais bien assurer le pouvoir totalitaire sur ces couches.

La disparition des droits politiques

Dans de telles conditions, la véritable vie politique de la société est entièrement opprimée. C'est une phase tout à fait normale et tranquille de ce régime, qui dure déjà depuis plusieurs décennies dans divers pays d'Europe de l'est et d'Europe centrale. Cela entraîne la décomposition non seulement des organisations traditionnelles, politiques et syndicales, servant l'intérêt commun, mais tout simplement la disparition de toute culture politique. On parle parfois de reféodalisation de la société et ce terme est assez exact — si nous laissons cependant de côté la structure sociale de la société, et si nous nous préoccupons uniquement des structures politiques. Disparaît ainsi le citoyen libre pourvu de droits politiques, mais disparaît également la citoyenneté, la conscience qu'il a lui-même d'être citoyen, et la connaissance de ses droits politiques. Les droits politiques du citoyen en tant que tels inscrits dans les constitutions des régimes totalitaires dirigés par les partis communistes, sont en fait compris comme le simple droit des citoyens à manifester leur accord avec le système en place. Chacun, même à l'ouest, a pu observer comment cette conception était tout à fait ouvertement défendue par les représentants des Etats de l'Europe de l'est, par exemple lors de la récente conférence de Madrid.

Dans une telle situation, on peut dire que la véritable vie politique n'a cours que lors des crises. A la grande époque, classique des dictatures staliniennes, le régime s'assurait pour empêcher toute continuité entre ces différentes crises. Cela s'est chaque fois produit par une nouvelle destruction des éléments civils instaurés durant la crise. Et cela souvent jusqu'aux conséquences les plus ultimes. C'est-à-dire par l'extermination physique de la couche plus ou moins large des gens ainsi touchés par ce « virus » du civisme. Dans la phase actuelle de ces dictatures, c'est-à-dire celle du début de leur dislocation, les crises se font plus fréquentes, le régime n'est plus capable d'empêcher cette continuité entre les différentes crises, c'est ainsi que la crise devient permanente et, dans cette crise, la vie politique et la vie culturelle de la société se renouvellent successivement. Je veux souligner, en effet, qu'elles se renouvellent dans la lutte contre le régime et contre sa volonté.

Une démagogie qui se pare du socialisme

Il est important pour tout le climat idéologique que les dictatures staliniennes mettent en avant la tradition socialiste des partis qu'elles portent au gouvernement. Toutes les institutions de répression reposent sur une démagogie basée sur les vieilles revendications et devises du mouvement socialiste et ouvrier. Les adversaires du système sont qualifiés d'adversaires du système dit socialiste. Je voudrais seulement faire observer en marge de ce problème que, pratiquement toute la propagande soi-disant ennemie en provenance de l'ouest, seconde en fait parfaitement cette démagogie des régimes stalinienns. Ainsi, par exemple, les émissions de « la voix de l'Amérique » écoutées généralement dans toute l'Europe de l'est et l'Europe centrale reposent sur le présupposé selon lequel, de toute évidence, les systèmes totalitaires au pouvoir dans ces pays sont des systèmes « socialistes ».

La même chose est reprise comme un fait évident par toute la propagande euro-communiste, qui se contente de pousser à améliorer ces systèmes dits « socia-

listes ». Naturellement, même la hiérarchie catholique agit dans le même esprit, trouvant justification et légitimité de son rejet séculaire du socialisme dans les formes inhumaines de ces systèmes stalinien. C'est pourquoi il n'y a rien d'étonnant à ce que, cette conformité de vue à appeler les dictatures totalitaires actuelles « socialistes », entraîne — notamment dans les conditions décrites de la culture politique de la société maintenue dans un état primitif — une opposition générale à la notion même de socialisme, et à toute la terminologie traditionnelle du mouvement socialiste assimilée aux institutions du régime. Ce discrédit atteint des degrés divers dans les différents pays, mais il est partout évident. Et je voudrais à ce propos souligner que ce n'est pas faire preuve de peu d'audace politique que le parti d'Edmund Baluka se soit volontairement et énergiquement défini comme socialiste.

D'un autre côté, on peut aussi remarquer qu'à travers chaque nouvelle crise apparaît de plus en plus la vie politique réelle, l'opinion authentique de la société qui conforte les principaux idéaux socialistes qui deviennent ainsi même à l'est de plus en plus évidents, même s'ils ne prennent pas nécessairement une forme, une apparence socialiste. On peut même dire que chaque nouvelle crise renforce cette tendance. Je parle ici bien entendu des principes fondamentaux du véritable socialisme authentique, de son histoire de près de deux siècles et non des principes du gouvernement qui sont présentés par la démagogie du régime comme « socialistes ». Par conséquent, cela ne peut absolument pas être le rôle dirigeant des partis communistes inscrit dans la constitution des régimes stalinien. Le rejet de ce dogme est une issue incontestable et une évidence pour n'importe quel mouvement d'opposition. Ce qui est également remarquable, c'est la place que prend la propriété sociale, des moyens de production à chaque nouvelle tentative révolutionnaire conséquente, mais aussi l'importance de nouveaux organes démocratiques sur la base de ces entreprises et de ces usines nationalisées, enfin les relations sociales plus générales qu'ils entraînent. On peut affirmer sans exagération que ces réalités sont maintenant reconnues par tous les courants politiques qui, dans des situations de crise au cours des dernières dix-quinze années, sont apparus à l'est. Les courants qui

s'opposent à ces revendications socialistes fondamentales sont dans les pays de l'est tout au plus des phénomènes marginaux qui peuvent résister en s'appuyant sur un milieu politiquement resté à un stade très primitif et grâce au soutien de l'extérieur. Le courant le plus fort de toute l'activité de la société est caractérisé par l'issue qu'il cherche dans les aspirations socialistes fondamentales.

Défense du socialisme et préservation des acquis

C'est cette réalité que je voudrais ici souligner particulièrement. Elle découle très certainement de la structure sociale des pays d'Europe de l'est. Les révolutions contre le capitalisme, c'est-à-dire l'installation du pouvoir de l'U.R.S.S., y ont éliminé toute structure capitaliste. Des dictatures totalitaires ont été instaurées, reposant sur la domination de toute la vie sociale y compris économique, par le parti communiste au pouvoir. Le mouvement authentique de la société, au cours des crises, est toujours dirigé contre le diktat du parti, mais ne se donne pas pour autant comme objectif la réinstauration des structures capitalistes sociales



et de production. Une pareille exigence n'a rien de tactique ou de circonstanciel, tout simplement cela serait absurde. J'attire ici l'attention sur ce qu'a dit Lech Walesa en réponse à la question qu'on lui a posée — à qui doivent appartenir les entreprises ? Aux forces qui sont à la base même de la révolution polonaise. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, sur la base pourtant d'une situation et d'un milieu social, national et particulier encore différent Gyorgy Konrad, intellectuel hongrois, répond presque exactement la même chose. Je le cite : « Les nations ne sont pas si déraisonnables de mettre en danger tout ce qu'elles ont acquis. » Ce sont les termes mêmes de Solidarité en Pologne repris ainsi par Konrad.

Le pluralisme... un intérêt vital pour la révolution

Ainsi, une situation paradoxale se constitue. La vie politique authentique pour les sociétés d'Europe de l'est repose sur un fait : les différents fondamentaux qui opposent à l'ouest les différents courants politiques, pays de tradition politique cultivée, en fait sont dépassés à l'est de l'Europe. Ces problèmes sont, en effet, résolus. Sans vouloir ici faire de comparaison entre l'un ou l'autre modèle. Je veux simplement souligner quelles conséquences logiques en découlent. Ainsi les tendances diverses de la vie politique authentique — je parle évidemment de la vie politique authentique des sociétés, de celle qui se manifeste lors des crises —, ces différentes tendances ont les mêmes idées sur la propriété collective, coopèrent dans le domaine de la création de nouveaux organismes sur le plan territorial et de l'entreprise et plus généralement l'édification d'une société libre. Ils n'ont plus d'antagonisme sur ce plan.

La pluralité des courants politiques issus de la vie authentique politique des sociétés dans les pays de l'Europe de l'est, n'est pas une manifestation de la lutte des classes. Tels qu'ils se sont manifestés dans les différentes crises jusqu'à présent, ils reposent sur des traditions diverses et éventuellement mettent l'accent de façon différente sur leurs motivations à lutter contre la dictature. Et lorsque la crise se prolonge (comme par exemple en Pologne), cela prend des



traits et c'est à mon avis légitime que s'opèrent ces différenciations, entre les intérêts des couches sociales diverses : ouvriers, paysans, étudiants, intelligentsia, démocratique, etc. La pluralité de ces courants et mouvements est évidemment la condition préalable indispensable à tout développement démocratique ultérieur. Les institutions, les organisations de cette vie politique authentique — qui se forment, y compris les partis politiques nouveaux — commencent à prendre une fonction très importante dès le début, car ils représentent une garantie contre une nouvelle manipulation, et de nouveaux abus éventuels du pouvoir si celui-ci se trouvait entre les mains de la révolution. Ce mécanisme de pluralisme des institutions sociales et organisations de tous types est à tous égards d'un intérêt vital pour la révolution dans son combat contre le totalitarisme. Et cet intérêt doit s'exprimer et prévaloir avec force, dès le tout début, encore longtemps avant la révolution, même à l'époque la plus dure de la dictature. C'est ce qui garantit non seulement la réussite immédiate de la révolution, sa victoire sur la dictature, mais aussi le fait que ses résultats ne seront pas anéantis. Le pluralisme des courants politiques de la vie politique authentique est en même temps — comme il en résulte de la nature même des relations sociales — basée à la fois sur la coopération et la rivalité, mais en tous cas sur une coopération ouverte. Ainsi se constituent peu à peu les nouveaux éléments qui permettront d'élaborer une nouvelle politique de la société libre.



Je ne cacherai pas que ce sont ces principes mêmes qui sont aujourd'hui à la base des situations révolutionnaires dans les pays des dictatures totalitaires stalinienne. Par exemple en Tchécoslovaquie en 1968, elles s'exprimaient encore avec peine. En Pologne, même en 1980-1981, tout n'était pas clair de ce point de vue.

Je pense ainsi profondément qu'Edmund Baluka, en fondant en Pologne un nouveau parti socialiste, donne — par avance — l'expression politique concrète de l'idée de la nécessité vitale du pluralisme, de la coopération mutuelle étroite entre les divers facteurs du mouvement révolutionnaire démocratique.

REPONSES A QUATRE QUESTIONS SUR LES POSITIONS DU P.S.P.P.

Le P.S.P.P. et les nouveaux partis

Question :

— Plusieurs partis ont entrepris de se reconstituer en Pologne. Quelle est la position du P.S.P.P. à leur égard?

Françoise Baluka*:

— Les plus à même aujourd'hui de répondre seraient les militants du P.S.P.P. qui combattent en Pologne. Le P.S.P.P. n'est pas un parti isolé aujourd'hui et qui donnerait son avis sur les autres partis comme le tenant d'une science qui jugerait les uns et les autres.

Il est certain qu'un front commun tentait de se créer en Pologne sur la base d'un accord mutuel. Sur la nécessité d'élections libres. Quelles auraient pu être les conséquences d'un tel front commun? On ne peut y apporter de réponses.

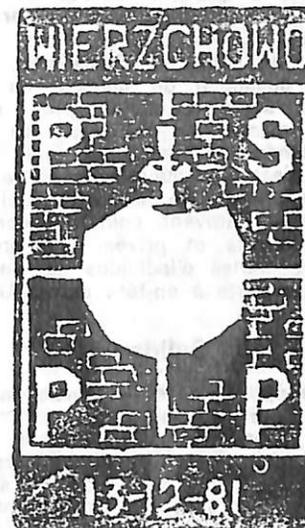
Y aurait-il eu des recoupements, des partis qui se seraient unifiés, au contraire, auraient-ils explosé? Y aurait-il eu des programmes communs signés sur le plan des élections? Cela relève de la politique fiction plus que des problèmes réels qui se posent actuellement aux partis indépendants en Pologne. Aujourd'hui, quelque chose cimente toute la société — donc ceux qui ont choisi de lutter pour le pluralisme politique exprimée dans la constitution de partis indépendants —, c'est de lutter ensemble pour la reconstitution de « Solidarnosc », pour la libération de tous les emprisonnés politiques, et de lutter pour cela au coude à coude en commun.

La propriété sociale

Question :

— Quel est le rapport qui existe entre les partis et le socialisme et la propriété collective?

— La propriété collective est une chose acquise. La propriété sociale ne se discute pas en Pologne. Elle est reconnue par tous les partis. Nous pourrions discuter de la réorganisation de l'économie quand elle sera entre nos mains et que nous aurons la possibilité d'influer sur le plan économique, sur son



application, et c'est la question des conseils de l'autogestion du travail ou des conseils ouvriers, selon les dénominations.

C'est certain, cette aspiration des producteurs à contrôler leurs outils de production et leur production même est réelle. D'autant plus important aujourd'hui qu'une « réforme économique » vise à restructurer toute l'économie polonaise sur la base d'une réorganisation de l'industrie, comme l'aciérie de Katowice, ou les Chantiers navals de Gdansk. Ainsi, sur la base de la compétitivité, on prévoit de liquider purement et simplement les « Chantiers navals Lénine » de Gdansk, avec un but avoué, celui de les partager en trois. Ceci afin d'essayer de faire éclater le prolétariat des Chantiers navals Lénine et ne pas réembaucher tous ceux qui sont considérés comme gênants.

La génération actuelle en Pologne est née dans ce système de propriété sociale, elle n'a même pas idée de comment est organisé un système privé de moyens de production. Souvent ce système est conçu de manière idyllique, parfois critique, mais en général, les militants qui viennent à l'Ouest sont très

surpris de ce qu'ils trouvent. Ils n'y sont pas préparés, c'est quelque chose qui a disparu de ce qu'ils connaissent, des relations sociales en Pologne. On en est maintenant à quarante années de propriété sociale. La force des ouvriers et des jeunes ouvriers est de dire : « Nos parents, au nom du Socialisme, ont accepté beaucoup de choses, ils ont versé leur sueur, ils ont accepté, y compris de manger de la soupe au lieu de la viande tous les jours, mais pour nous, il n'est plus question de faire des sacrifices, pour une idéologie qui ne sert que de paravent, pour masquer les intérêts étroits et privés d'un groupe très particularisé d'individus qui ont en poche une carte à en-tête du P.O.U.P.

Le P.S.P.P. et Solidarnosc

— Les rapports entre les partis comme le P.S.P.P. et Solidarnosc.
 — Je répondrais modestement, les rapports qui peuvent exister entre un parti naissant, qui se fonde un an et demi après un puissant mouvement social comme l'était Solidarnosc — à savoir regroupant 10 millions de salariés. Mais surtout, et avant tout, les rapports existant entre un parti et un syndicat, c'est-à-dire un respect profond des structures syndicales, de ce qu'est un syndicat, de l'indépendance du syndicat. C'est pour cette raison que dans les thèses de constitution du P.S.P.P., il est expliqué que le syndicat Solidarnosc est non seulement un grand événement salué dans toute la lutte de la classe ouvrière polonaise, mais c'est également un grand mouvement social auquel le P.S.P.P. ne peut apporter que son appui. Et c'est ce qu'il fait aujourd'hui dans la clandestinité. Je peux vous dire que les bulletins du P.S.P.P. qui paraissent dans la clandestinité parlent abondamment de Solidarnosc. appellent à verser les cotisations pour Solidarnosc et défendent les dirigeants de Solidarnosc emprisonnés et notamment les sept dirigeants emprisonnés dont le président de la région de Szczecin, Marian Jurczyk. Aujourd'hui, ce que veulent les travailleurs, ce que veut le P.S.P.P., c'est que soient respectés les accords sociaux signés à Gdansk entre le gouvernement et la société et que soient libres tous les emprisonnés politiques. Ce qui est important, ce n'est pas d'observer les différences qui existent



entre ces mouvements et ces élans de la classe ouvrière et de la société polonaise mais bien d'en montrer la continuité, le prolongement et l'imbrication étroite qui fait que l'un s'appuie sur l'autre, est un prolongement, un combat qui a abouti à la situation actuelle et qui n'est pas démonté. Nous en avons des témoignages quotidiens.

Question:

— La question des syndicats, depuis 1956.

— On pourrait prendre plus cette question sous l'angle de la nécessité pour les travailleurs d'avoir leurs organisations indépendantes, leurs organisations syndicales, leurs organisations politiques. En 1956, effectivement, la question des syndicats s'est posée. Puisque les déclarations du Conseil central syndical et du Conseil régional syndical de Poznan expriment toutes deux ce qu'a dit le premier ministre de l'époque : ce sont des menées qui aident l'impérialisme qu'il nous faut vigoureusement critiquer, il faut rejeter ces éléments hors du prolétariat polonais... etc. L'attitude du Conseil central des syndicats était la même en 1970 et c'est ce qui a fait qu'en 1980, les ouvriers y compris, ont refusé en juillet 1980 les listes indépendantes que proposaient les syndicats à la solde de Gierek en disant : non ! ça suffit ! Depuis 1956, 1970, à chaque fois, vous avez les mêmes méthodes et les mêmes propositions, nous voulons maintenant, non seulement des noms indépendants mais nous voulons notre liste indépendante et c'est ainsi qu'a commencé à naître dans l'ensemble de la Pologne, en juillet 1980, ce qui devait se matérialiser, se concrétiser à Gdansk avec la constitution du Comité interentreprise de grève.

La place du P.S.P.P.

Place du P.S.P.P. en Pologne aujourd'hui et hier. Pour répondre à cette question quelle est la place du Parti socialiste polonais du travail actuellement ? Je crois que la place du Parti Socialiste Polonais c'est avant tout son programme, ce sont avant tout ses thèses qui ont été à la base de la fondation de ce parti le 16 septembre 1981. Actuellement le combat quotidien, concret, des militants du P.S.P.P., comme j'avais l'occasion de le dire hier, est celui de militants aux côtés des autres travailleurs pour que revive Solidarnosc et également dans la clandestinité, l'organisation et le travail de Solidarnosc.

Ouvrir des perspectives

Mais la place du P.S.P.P. — en tant que parti — c'est son programme et aussi, je crois, ce qui est inscrit sur toutes les couvertures du bulletin *Szerszen* : « Le combat pour le pouvoir des masses de la classe ouvrière ne peut être réalisé que par la classe ouvrière elle-même. » C'est ça la place du P.S.P.P., aujourd'hui, hier, et demain en Pologne, c'est ça son avenir. C'est ça qui peut ouvrir les perspectives aux travailleurs qui aujourd'hui combattent et qui sont prêts à défendre aujourd'hui leurs droits pied à pied comme ont pu le décrire les orateurs qui m'ont précédée.

Le programme du P.S.P.P. ce sont les treize points développés dans les thèses de fondation du P.S.P.P. polonais, c'est un programme qui est vivant en cours d'élaboration et de discussion, comme par exemple les points sur l'économie qui n'étaient pas assez développés et qui sont en cours de discussion, comme par exemple l'élaboration incontestable qu'a faite derrière les barreaux de sa cellule Edmund BALUKA, dirigeant du P.S.P.P., lorsqu'il a conçu sa défense personnelle comme une défense des principes qui sont les nôtres, du combat qui est le nôtre, et de son engagement pour la fondation et le développement du P.S.P.P. Vous avez pu, peut-être, prendre connaissance de cette défense, *Szerszen* (le Frelon) s'en fait l'écho dans un numéro spécial sorti pour ces journées où justement nous reprenons la première déclaration finale d'Edmund devant ses juges. Il y aborde les problèmes les plus fon-

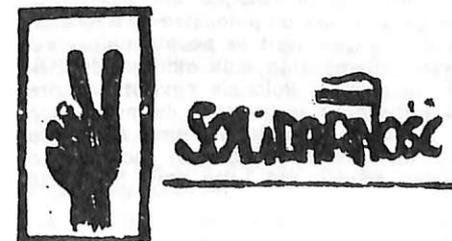
damentaux de la question du socialisme, de quel socialisme, des modèles communistes stalinien du socialisme, de ce que veut et ce à quoi aspire la société polonaise. Il revient sur l'histoire y compris de l'Union Soviétique et sur l'histoire de la Pologne contemporaine, et c'est aussi ça, la place du P.S.P.P. aujourd'hui.

Quelques exemples

La place du P.S.P.P. c'est évidemment son activité en Pologne même dans le pays, sur différents points. Une activité qui est difficile, vous vous en doutez, une activité confrontée à la répression qui s'abat sur tous les militants indépendamment de leurs opinions, sur tous les militants qui se battent pour la justice, la liberté, la démocratie. Alors je voudrais vous en donner simplement un ou deux exemples.

Nous avons discuté des droits internationaux, des conventions internationales — par exemple, dans son bulletin de juillet 1983, le P.S.P.P. appelle à signer une pétition exigeant le respect des conventions internationales, pétition qui a été signée par tous les anciens internés et militants de Solidarnosc internés de la région de Szczecin qui se sont retrouvés en liberté. Il y a 109 signatures lisibles d'anciens internés de Solidarnosc de Poméranie occidentale (Szczecin) qui ont été rassemblées par les militants entre les mois d'avril et juin 1983.

« Nous, anciens internés, militants de Solidarnosc, appelons la Diète et le Conseil d'Etat de la R.P.P. à respecter le droit en vigueur selon la constitution de la R.P.P. et les droits civiques qui en découlent. Nous appelons la Diète à respecter les pactes internationaux, civils et politiques, et celui des droits économiques sociaux et culturels. »



Défense de M. Jurczyk

L'activité et la place du P.S.P.P., c'est par exemple, une pétition qui circule également pour la défense de Marian JURCZYK, dans le bulletin du P.S.P.P. suivant. Je cite : « Pour la défense de JURCZYK, nous rappelons à tous les membres de Solidarnosc que dans les chantiers navals de Szczecin, et dans de nombreuses autres usines de la région de Poméranie occidentale, sont collectées des signatures sous une pétition qui sera adressée au Conseil d'Etat polonais et qui concerne la libération de tous les dirigeants de Solidarnosc et notamment de notre région : Marian JURCZYK. Avez-vous signé la pétition ? »

Discussions

Enfin c'est la discussion au travers des bulletins sur les conceptions des militants du P.S.P.P. et comment ils voient l'avenir et le développement de la situation en Pologne. Je ne vous en donnerai qu'un ou deux exemples. Au moment d'un événement aussi important que la visite du Pape, il y a eu une discussion dans le P.S.P.P. et il y a eu un article qui reprend les déclarations du Pape et qui s'appuie sur ces déclarations pour développer une thèse que je vais maintenant vous lire : « Les droits de l'homme en Pologne, les droits de l'homme sont innés pour chaque homme », a dit Jean-Paul II. Cette visite du Saint Père a eu un énorme écho enthousiaste chez nous. Elle a été la preuve du lien formidable qui unit cet homme avec son pays et de l'espoir qu'il peut amener pour résoudre nos problèmes. L'article se conclut par : « Le P.S.P.P. est un parti démocratique, qui est actuellement en lutte contre le régime, qui a pour objectif la liberté, l'égalité, la souveraineté du pays. Ces mêmes droits que nous a rappelés ce grand Polonais qu'est le Pape Jean-Paul II. » Enfin, il y a un autre article d'un militant du centre de la Pologne qui est reproduit dans la version polonaise de *Szerszen* qui dit : « Que veut le peuple polonais ? Personnellement je suis militant du P.S.P.P., je suis un Polonais ouvrier honnête qui lutte pour le respect de sa dignité et du droit des travailleurs, qui lutte pour un salaire honnête en récompense de son travail, qui lutte pour la liberté

d peuple de Pologne, dans un véritable sens de ce mot, qui lutte pour la démocratie. Les autres questions ne m'intéressent pas. Je sais que nous avons beaucoup d'amis dans le monde, qui sont avec nous, je sais qu'il y en a aussi d'autres. Je veux savoir exactement qui est qui. Je suis de tout cœur et de toute mon âme pour la réalisation en Pologne des treize points de *Szerszen*, mais à mon sentiment c'est un combat sur une longue période. La lutte politique : Oui ! Autre chose : Non ! »

Et enfin je voudrais terminer sur un autre article qui vient d'une autre région de Pologne, qui est intitulé : « Junte de Jaruzelski et la démocratie », et qui revient sur les problèmes de syndicalisme, des partis politiques et sur le processus en cours en Pologne pour la démocratie. « Les militants syndicaux indépendants ou les militants politiques qui sont restés eux-mêmes, qui veulent et ont voulu que le peuple polonais pense en Polonais ont été emprisonnés. Certains ont été mis dans des procès qui font pitié. Ils sont dangereux pour ce régime, tout simplement, et pour la seule raison qu'ils ont voulu penser démocratiquement, qu'ils ont voulu penser en Polonais. La démocratie, c'est un mot magnifique, c'est le pouvoir du peuple, mot à mot. Mais en R.P.P. les hommes, le peuple, ce sont seulement les prétoriens du P.O.U.P. et leurs vassaux des groupes satellites. Le reste, tout cela est considéré non pas comme le peuple mais comme des sous-hommes, voilà la démocratie selon JARUZELSKI. A mon sentiment, qu'en pensez-vous, vous, lecteurs ? Voilà la démocratie selon le P.S.P.P., discutons-en. »

Je crois que la place du P.S.P.P. est inscrite dans cette activité, elle dépend de ce qu'aujourd'hui les militants, les dirigeants, dans les prisons, dans la clandestinité, dans les usines dans la vie réelle, à côté de leurs compagnons, font et feront. Et je crois qu'aujourd'hui nous sommes avec eux, nous sommes avec tous les combattants de la liberté, de l'indépendance politique, tous les combattants pour des partis libres et pluralistes, et je crois, c'est une introduction à ce dont va parler notre ami TESAR : la place du pluralisme. La place du pluralisme dans le combat pour le socialisme, contre la démocratie stalinienne.

LA DOCTRINE OFFICIELLE DU SOCIALISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Je voudrais pour ma part intervenir sur la manière dont la doctrine officielle du socialisme est utilisée en Pologne, et en Europe de l'Est contre les travailleurs.

La doctrine nie le mouvement de la vie

Entendons-nous sur le sens du mot doctrine, il représente à mes yeux quelque chose de figé, de sclérosé, quelque chose qui est tout le contraire du mouvement des travailleurs, de leur combat et de leurs aspirations vers des idéaux de liberté, de vérité et de justice sociale.

Pour moi, la doctrine, c'est la bible à laquelle on fait référence, c'est la règle prétendue immuable, la réponse mécanique à toutes les situations. Mais c'est aussi, à partir de cela tracer une ligne de partage entre ce qui est conforme et ce qui ne l'est pas, pour garder une image religieuse, l'inquisition n'est pas loin.

La doctrine nie le mouvement de la vie, elle pose un cadre, un carcan. Si on s'en tient à la doctrine officielle telle qu'elle a cours en Pologne qui aurait pu prévoir l'émergence de Solidarnosc, syndicat fort de 10 millions d'adhérents. Pas uniquement syndicat d'ailleurs mais plutôt mouvement social concrétisant les aspirations de la société polonaise toute entière.

Doctrine et réalité

En Pologne, dans les pays de l'Est, la doctrine officielle du socialisme sert ainsi de paravent à toutes les attaques contre la classe ouvrière.

Ainsi lit-on dans un document préparatoire au VI^e Congrès du P.O.U.P. adopté en septembre 1971 :

« L'état socialiste sert la nation, lui garantissant des conditions de vie de plus en plus sûres et de plus en plus larges. (Quand on connaît les raisons des révoltes ouvrières de 1970-71, comment ne pas être frappé par le cynisme de cette formule). Les raisons d'état qui prennent en considération l'intérêt de l'ensemble de la société et qui, par leur nature socialiste même sont au service de chaque citoyen, prévalent sur toutes les motivations particulières et régionales. »

Ainsi la boucle est bouclée, l'état socialiste représente les travailleurs donc tout doit céder devant la raison d'Etat.

C'est donc pour le bien et au nom des travailleurs que l'état socialiste a tiré sur les ouvriers à Poznan en 1956, à Gdansk, à Gdynia, à Szczecin en 1970-71. C'est pour le bien et au nom des travailleurs qu'il a déclaré la guerre à son propre peuple le 13 décembre 1981, internant des milliers d'ouvriers, tuant les mineurs de la mine Wujek. C'est pour le bien et au nom de ces mêmes travailleurs qu'il emprisonne et juge les dirigeants qu'ils ont démocratiquement élus.

Autre point significatif, le rôle des syndicats : si on s'en réfère à la doctrine officielle dans un pays où la classe ouvrière est au pouvoir, elle ne peut s'exploiter elle-même. En conséquence, le rôle des syndicats n'est plus un rôle de défense des travailleurs mais de servir la production et par là-même le bien social.

Ceci, c'est la théorie. Mais peut-il y avoir dans le monde un seul pays où on pourrait effectivement passer du rôle de défense des travailleurs à une situation instantanée où ce rôle ne s'avèrerait plus nécessaire.

Il faut croire que la période transitoire dure encore puisqu'on a pu voir se constituer un syndicat tel que Solidarnosc.

Bureaucratie et privilèges

Alors plusieurs questions se posent au vu du décalage existant entre la doctrine et la réalité que vivent des millions de travailleurs en Pologne et en Europe de l'Est.

Est-ce cela le socialisme ? Est-ce que cela peut être le socialisme ? Où est l'intérêt de la classe ouvrière dans ce qui se passe en Pologne ? Qui parle en son nom ? Le Général Jaruzelski ? Les membres du P.O.U.P., les responsables des syndicats officiels ? Qui, en réalité, possède le pouvoir en Pologne ?

Krzysztof Toeplitz écrivait en avril 1956 dans *Nowa Kultura* :

« La révolution nous a doté d'un appareil complet de gouvernement, elle en a re-

couvert tout le pays, elle y a placé des milliers de gens, tous intéressés à sa sauvegarde et à son renforcement. Jamais contrôlé par les masses et bientôt supplantant tout moyen de contrôle, cet appareil a dégénéré. Il a formulé lui-même ses propres principes et défini ses propres buts. Il s'est entouré d'une police à sa dévotion qui défend les intérêts de la caste officielle et des professions privilégiées. Il ne manque plus aux privilégiés du système que l'hérédité matérielle et nobiliaire. Cette caste est un élément anti-progressiste et ses intérêts sont contraires à ceux des travailleurs.

Cette description de la bureaucratie au pouvoir dans tous les pays de l'Est me semble assez précise pour se passer de longs commentaires. Je n'en ferai qu'un seul concernant l'hérédité matérielle et nobiliaire. S'il est vrai que formellement cette hérédité n'existe pas, dans les faits, un fils ou une fille de bureaucrate a toutes les chances de se retrouver dans ce que Toepnitz appelle la caste privilégiée. Et à titre d'anecdote, s'il n'existe pas d'hérédité nobiliaire à proprement parler, les bureaucrates le conçoivent peut-être autrement puisque comme dans les familles nobles ils marient leurs enfants entre eux. Ainsi Gierak a-t-il marié son fils avec la fille de Brejnev.

Bureaucratie et corruption

Nous n'allons pas disputer ici si la bureaucratie est une caste ou une classe mais cependant, il faut savoir que les Polonais utilisent le mot « bourgeoisie rouge » et que ces mots recouvrent un contenu précis, car tout le système bureaucratique, du haut en bas de l'échelle, du plus haut dignitaire du parti au responsable du syndicat officiel est corrompu.

Quelques exemples : le 8 septembre, lors d'une réunion du Présidium des syndicats des travailleurs de la culture et de l'art N.S.Z.Z. Solidarnosc a été discutée la question du citoyen Szczepanski, ancien directeur de la radio et de la télévision.

Je n'entrerai pas dans les détails de la discussion, mais je donnerai quelques exemples pour faire toucher du doigt l'ampleur de la corruption.

— A Goldap, dans la région de Suwalki, Szczepanski possédait une écurie de 30 pur-sangs ainsi qu'une porcherie privée



de 500 bêtes. Tout cela sous le couvert de la ferme d'état du lieu (il faut savoir que la moyenne de bêtes par agriculteur est de 5 bêtes).

— La viande de ces porcs était vendue à l'étranger sous l'égide de la Centrale de l'industrie de la viande alors que le commerce extérieur est en Pologne un monopole d'état.

— Il avait ordonné de restaurer un manoir dans la région de Crajew soit disant comme centre de repos pour les travailleurs de la radio-télévision, manoir dont il fit sa résidence privée.

La liste serait trop longue à énumérer ici, elle couvre trois pages, cependant, je pense qu'il est intéressant de donner lecture du premier inventaire fait par le syndicat Solidarnosc des possessions du citoyen Szczepanski.

Une écurie de course à Goldap, une porcherie de 500 bêtes, un manoir à Kazimierz Dolny, une résidence forestière à Tolkowisko, une autre à Pobierowo, une pension à Zakopane, une villa de 6 pièces avec 4 prostituées comme personnel à Zalesie, une piscine à fond transparent, un sauna, une résidence pour safaris à Nairobi, les Iles des Roses en Méditerranée, un ensemble d'appartements à boudoirs à Varsovie, une exploitation d'élevage, un palais à Glebice, 3 avions, 7 voitures personnelles plus 4 pour son personnel, un yacht luxueux, un yacht classe touriste, un sauna avec piscine et cabinet de massage dont le personnel était entretenu par la télévision, une salle de projection privée à côté de son bureau avec 900 cassettes et films pornographiques. Plus divers comptes en banque à l'Ouest où furent trouvés 1 million de dollars, les actions dans des sociétés industrielles en Autriche notamment.

C'est un inventaire qui ferait pâlir même celui de Prévert. Il n'y manque que le raton-laveur.

Quant au citoyen Szczepanski, il va bien, merci. Après avoir essayé de s'enfuir en août sur son yacht et avoir été arrêté, il a été éloigné de Varsovie et passe des jours tranquilles sous la surveillance de... médecins psychiatres.

Que reste-t-il au vu de cela de la propriété sociale des moyens de production ? Elle sert à enrichir la bureaucratie. Car ne croyez pas que l'affaire de ce citoyen soit une exception. Comment aurait-il pu détourner tant de biens sans tout un réseau de complicités ?

D'autres exemples. Jarosewicz, Premier ministre sous Gierak jusqu'en 1979, était surnommé l'homme le plus riche de la Pologne.

Alors de temps en temps, lorsque le scandale devient par trop flagrant, la bureaucratie fait la part du feu, on arrête quelques boucs-émissaires afin de jouer la comédie devant les travailleurs et tout le monde peut ainsi continuer à se remplir les poches.

Ainsi en 1977 on a arrêté trois hauts dignitaires du parti qui depuis des années jouaient aux cartes, au cours d'une soirée, le salaire annuel d'un ouvrier. On fit à leur arrestation beaucoup de publicité. Une seule question n'a pas été posée — fort intéressante pourtant — avec qui jouaient-ils durant toutes ces années ?

Du haut en bas de l'échelle les mêmes pratiques. Certains hauts fonctionnaires se sont appropriés ainsi des centres construits pour des handicapés, d'autres ont détourné des fonds destinés à la construction d'hôpitaux, les exemples sont innombrables.

Chacun sait que l'inscription au parti est la première marche de l'échelle qui mène aux privilèges.

Et Solidarnosc était haï des bureaucrates pour cette raison là aussi. Parce que les ouvriers qui assistaient impuissants à ces détournements depuis des années, comme pour le citoyen Szczepanski, commençaient à dresser des bilans.

Les syndicats ne sont pas épargnés. Sans même nous placer sur le terrain de la défense des intérêts des travailleurs, au niveau même du rôle qui leur est dévolu par la bureaucratie de servir la production. Ils sont directement intéressés à ce que dans leur entreprise le plan soit rempli et même dépassé — même si c'est uniquement sur le papier et sans se soucier des résultats réels et de la qualité de ce qui est produit, parce que c'est dans leur poche qu'aboutissent les

primes liées à cette réussite ou préten due telle. Là aussi avant Solidarnosc, l'adhésion à ces syndicats s'assortissait de récompense puisqu'ils étaient chargés de répartir certains biens de consommation aux ouvriers « méritants » de leur entreprise. (Comme un bon pour une voiture).

Aujourd'hui également les syndicats du pouvoir essaient la même technique, mais c'est peu dire qu'elle est devenue sans effet. Pourtant du fait de la pénurie, ces récompenses et primes devraient être de plus en plus attrayantes.

Contre la corruption, le contrôle ouvrier

C'est pour lutter contre cette corruption que Solidarnosc demandait le contrôle des ouvriers sur la production et la distribution. C'est pour cela que reprenant la tradition des conseils ouvriers de 1956 ils créaient les comités de l'autogestion des travailleurs (en opposition aux K.S.R. organes des syndicats officiels).

L'une des premières demandes des travailleurs regroupés au sein de Solidarnosc fut la révocation des bureaucrates trop compromis dans cette corruption. Ainsi cette revendication fut-elle à l'origine de l'un des ultimatums préparatoire à la grève sous Solidarnosc. Elle a eu lieu dans la région de Bielsko Biala et avait à sa tête Kosmowski qui était l'un des six grévistes de la faim de Barzewo. Il a fallu que l'Eglise s'engage publiquement à intervenir auprès du gouvernement en ce sens pour que soit levé l'ultimatum.

Ils usurpent le nom de socialisme

Alors, je pose à nouveau la question. Que reste-t-il du socialisme ? Le seul acquis réel qui est la propriété collective des moyens de production étant confisqué au profit de privilégiés. On peut nommer ce régime comme Edmund Baluka un « capitalisme d'état ». On peut certainement lui trouver d'autres noms mais comment pourrait-on l'appeler socialisme ? Je citerais encore une fois Edmund Baluka :

« Est-ce que la construction du socialisme doit être le fait d'une société baillonnée, paralysée par les décisions dra-

coniennes de l'élite au pouvoir ? On peut enfermer les poignets dans les menottes mais l'esprit demeure toujours libre et c'est un grand danger pour tous les tyrans quelles que soient les couleurs dans lesquelles ils se drapent et les inscriptions de leurs drapeaux ».

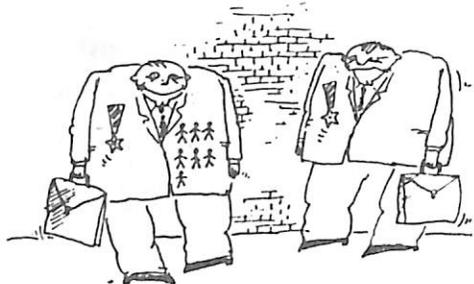
Pourtant, la bureaucratie au pouvoir doit, pour survivre, continuer à jouer cette comédie. Elle est attachée à cette fiction car elle est la condition essentielle de sa survie.

C'est pourquoi après chaque révolte ouvrière, après avoir tenté de démontrer qu'elles étaient l'œuvre de hooligans et d'ennemis du socialisme, elle arrive chaque fois à une autocritique qui lui coûte d'autant moins que la révolte écrasée dans le sang, la crise passée, elle permet de se débarrasser d'éléments gênants à cette étape et de tromper les travailleurs en leur faisant croire qu'ils ont été entendus.

Ce fut le cas en 1956, ce le fut en 1970. Écoutons Gomulka au 8^e Plenum du Comité central :

La classe ouvrière a donné dernièrement à la direction du parti et au gouvernement une leçon douloureuse. Les ouvriers de Poznan ont recouru à l'arme de la grève et manifesté dans les rues au cours de ce sombre jeudi en disant : « Assez, on ne peut continuer ainsi, il faut abandonner cette fausse voie ». La classe ouvrière n'a jamais utilisé à la légère la grève comme arme dans sa lutte pour ses droits. A plus forte raison dans la Pologne populaire gouvernée en son nom et au nom de tous les travailleurs.

LE BATON ET LA GAROTTE.



Apparemment la mesure était comble. On ne peut jamais dépasser la mesure impunément.

Les ouvriers n'ont pas manifesté contre la Pologne populaire ni contre le socialisme. Ils ont protesté contre le mal qui s'est largement répandu dans notre système social et qui les a également touchés douloureusement, contre les déviations des principes fondamentaux du socialisme. Les causes de la tragédie de Poznan se trouvent chez nous à la direction du parti.

Puis Gierak en 1970 :

La V^e session plénière du C.C. a donné une analyse des événements de décembre. Ils ont été le résultat des erreurs commises en politique économique et sociale qui avaient leur source dans le subjectivisme, la déformation des principes léninistes et le fait que dans les instances de direction du parti et du pays on s'était détaché des masses. Le témoignage de la force politique du parti est le fait qu'il a su saisir avec exactitude le sens même du conflit et arrêter son cours dangereux qu'il a su restaurer les principes léninistes d'action des instances du parti et des autorités de l'état. Ceci a permis de restaurer la confiance enfreinte dans les rapports du parti et des masses, de gagner l'appui général pour la politique du parti et d'établir la stabilisation progressive de la vie du pays. Même aujourd'hui, après le 13 décembre, après l'état de guerre, les milliers d'internements, les procès politiques n'entendent pas le vice-Premier ministre Rakowski expliquer aux ouvriers des chantiers navals de Gdansk que le pouvoir est pour le respect des accords signés en août 1980.

Comme vous le savez tous ces accords prévoyaient la délégalisation de Solidarnosc, les tanks dans les rues, les tortures dans les commissariats de la milice, les internements et les procès politiques. Comme vous le savez tous, ces accords devaient servir de baïllon à la société polonaise.

Détruire le monopole du parti

Cependant, la société polonaise a tiré parti de ces douloureuses expériences, et cette fois, elle a su se regrouper dans un mouvement d'une telle ampleur que la bureaucratie malgré l'énorme pression qu'elle exerce n'a pas pu en venir à bout. Le régime du Général Jaruzelski aura donc de plus en plus de mal à garder le masque du socialisme. Et partant, les camarades du P.C. français auront également davantage de difficultés à expliquer aux travailleurs français qu'il s'agit en fait de contre-révolutionnaires à la solde de l'impérialisme américain.

Comment le mot socialisme qui tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier international a cristallisé les aspirations des travailleurs à la liberté et à la justice sociale, comment ce mot utilisé comme instrument d'oppression et de répression contre les travailleurs en Pologne et en Europe de l'Est, comment ne serait-il pas déconsidéré.

Je citerai ici E. Baluka devant ses juges :
« Je ne suis pas fier actuellement du

mot socialisme bien que le socialisme soit le but de ma vie. Pour le P.S.P.P. le plus difficile sera de convaincre la société polonaise que le mot de socialisme peut être réalisé mais qu'il est actuellement un mot creux qui sert de paravent au régime bureaucratique du pouvoir d'état actuel. Dans notre pays, il n'y a plus de capitaliste il y a maintenant de cela 40 ans. Et pourtant il existe une dictature. Une dictature sur le prolétariat. Le P.S.P.P. luttera pour détruire le monopole du pouvoir du P.O.U.P. et par là détruire la dictature qui s'exerce sur le peuple. Aucun parti n'a le droit d'inscrire dans la constitution qu'il est la force dirigeante du peuple (ce qu'a fait le P.O.U.P. en 75).

Les mensonges de la propagande

C'est ainsi que la bureaucratie se cachant derrière la doctrine officielle, la faisant servir à ses propres fins et à ses propres intérêts a amené tout un peuple à haïr l'idée même du socialisme.

C'est ainsi que la bureaucratie a dénaturé et sali les traditions du mouvement ouvrier au point que l'Internationale considérée comme un chant soviétique symbolisant le Kremlin est haï comme symbole de la classe au pouvoir.

C'est ainsi que le premier mai, journée internationale de lutte des travailleurs, considérée comme la fête officielle du régime était vomie en Pologne jusqu'au



moment où la classe ouvrière a décidé de se le réapproprié en la fêtant à sa propre manière.

C'est ainsi qu'au nom de l'internationalisme prolétarien et de la défense du socialisme, Moscou a pu pour défendre ses intérêts vitaux, envoyer ses chars à Budapest en 1956 et à Prague en 68 avec la bénédiction des staliniens français.

Mais en même temps, la classe ouvrière polonaise, si elle ne ressent qu'haine et aversion pour la doctrine officielle, instrument de son exploitation cherche à se réapproprié ce courant. Je n'en veux pour preuve que le document préparatoire au VI^e congrès du P.O.U.P. déjà cité édité un an après les événements de 1970 où la bureaucratie est amenée à écrire :

« Le trait caractéristique de l'action des ennemis du socialisme est qu'ils tendent de plus en plus à cacher leurs activités sous le couvert de mots d'ordre socialistes. » Cette mystification est la preuve de la force attractive des idéaux du socialisme. »

On ne saurait mieux dire.

La solidarité internationale des travailleurs

Et c'est pour répondre à sa manière à la doctrine officielle sur l'internationalisme prolétarien que le congrès de Solidarnosc envoyait par dessus la tête de toute la bureaucratie des pays de l'Est une adresse à tous les travailleurs de l'Europe de l'Est.

« Les délégués adressent leurs salutations aux ouvriers d'Albanie, de Roumanie, de Tchécoslovaquie, de toutes les nations de l'Union soviétique. »

En dépit d'informations mensongères diffusées dans vos pays nous vous assurons que nous sommes d'authentiques représentations de travailleurs, fortes de 10 millions d'adhérents, nés du résultat des grèves ouvrières.

Nous soutenons ceux d'entre vous qui se sont décidés à choisir la voie difficile de la lutte pour un syndicalisme libre. Nous croyons que, dans un avenir qui n'est pas très loin, nos représentants pourront se rencontrer afin d'échanger leurs expériences syndicales. Travailleurs et syndicalistes du monde entier, il est de notre devoir de répondre à l'appel du congrès de Solidarnosc.

Encore une fois, à travers les mots creux, les mensonges de la propagande officielle les travailleurs polonais ont retrouvé les

racines de la véritable solidarité ouvrière internationale.

Tout comme au moment de l'état de guerre, le comité de grève des chantiers navals de Szczecin s'adressera aux syndicalistes du monde entier, aux parlements, gouvernements, à toutes les nations et populations de bonne volonté qui respectent la démocratie, la liberté et les droits ouvriers pour leur dire « soyez avec nous dans ces moments difficiles. Solidarité avec Solidarnosc ». Sachant que c'est à travers la solidarité internationale des travailleurs que le peuple polonais pourra trouver un appui dans sa lutte pour ses libertés fondamentales.

Notre présence à tous dans cette salle, la mobilisation constante que nous assurons, les campagnes auxquelles se joignent des milliers de travailleurs malgré le silence et la complicité organisés autour de ce qui se passe en Pologne prouve que pour notre part, cet appel a été entendu.

Vous me permettez de terminer par une dernière citation d'E.B. au cours de son procès :

« Les modifications qu'il faudrait apporter sont une œuvre impossible à accomplir pour un seul homme ou un seul parti politique. Cette tâche ne peut être accomplie que par la société polonaise toute entière car c'est son intérêt vital. On ne peut pas décréter le socialisme, on ne peut pas l'imposer par des décrets ou la violence. »



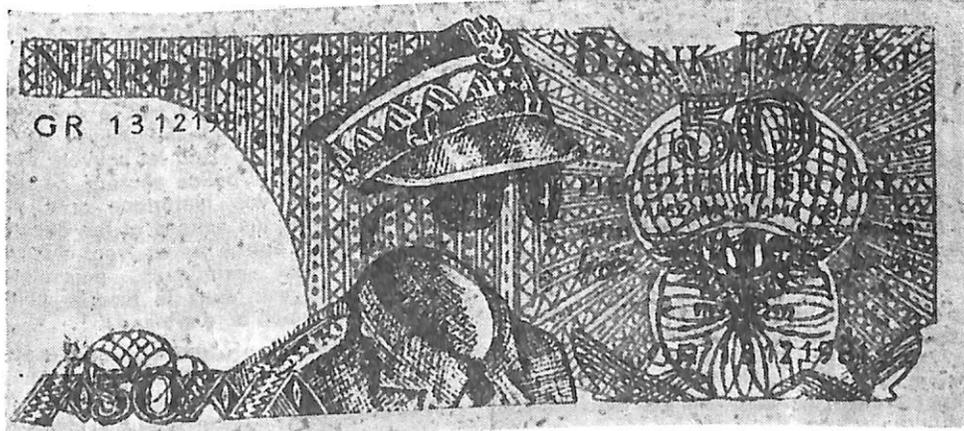
LE STALINISME N'EST PAS LE SOCIALISME

— Quand hier nous avons entendu notre camarade, personne d'entre nous n'a pu rester indifférent. Tout ce qu'il nous a décrit en Pologne s'est passé et se passe au nom du socialisme. Sur ce point je pense que je suis d'accord avec lui lorsqu'il compare les méthodes du fascisme et du stalinisme.

Je suis d'accord avec Françoise quand elle dit : « une discussion, ce doit être une discussion, c'est aussi le stalinisme qui a fait des doctrines, des armes contre la discussion, afin d'empêcher la discussion. Le stalinisme a besoin d'écraser la démocratie, parce qu'il a besoin que les ouvriers ne discutent pas entre eux, et qu'effectivement il a besoin de cette répression pour défendre ses privilèges et au bout du compte d'ailleurs pour défendre l'impérialisme, le capitalisme.

Sur la question du socialisme, ma conception personnelle dans ce domaine c'est que la révolution d'octobre n'est pas responsable du stalinisme. Je pense que la révolution d'octobre a pour la première fois montré au monde, et pas seulement dans les livres, mais d'une façon pratique, vivante, les immenses possibilités du socialisme. Le socialisme ce n'est pas le stalinisme. Le premier, Lénine a expliqué et commencé à combattre. Il a indiqué que la bureaucratisation du régime soviétique n'était pas une question technique ou une question administrative mais c'était le commencement possible, l'éventualité de la dégénérescence de l'état ouvrier. Aujourd'hui, ce que l'on peut voir, c'est que cet état en URSS est entière-

ment dressé contre les masses ouvrières, est entièrement dressé contre le peuple. Je pense que la révolution d'octobre n'a pas été définitivement vaincue en URSS. Sur ce plan, je dois revenir sur ce qu'a dit Françoise hier, quand elle parlait des chantiers navals et de leur division administrative en trois nouveaux chantiers. Un réel problème se pose à la Pologne, celui de la pression de la crise économique mondiale et ses conséquences. Mais elle ajoutait que sur les plans de la réforme économique, Jaruzelski hésitait. Pourquoi hésitait-il ? Parce que concrètement cela signifierait la liquidation de 3.000 ouvriers des chantiers navals (ce dont ils ont discuté d'ailleurs il y a six mois) et cela l'économie ne le supporterait pas, c'est à mettre en relation avec ce qui s'est passé en Pologne le premier mai. La classe ouvrière a retrouvé le contenu internationaliste de son combat, le fait qu'il n'y ait pas de solutions seulement en Pologne, mais des ouvriers polonais au côté des ouvriers de tous les pays, contre ce qui se passe pas simplement en Pologne mais à l'échelle mondiale. Je crois que c'est une question extrêmement importante. Oui le socialisme c'est le premier mai, parce que le premier mai, des ouvriers américains sont morts contre l'exploitation capitaliste et parce que le premier mai a fondé de ce point de vue les éléments vivants de ce qu'a constitué la deuxième internationale socialiste. Alors, il y a Solidarité, Solidarité défend les travailleurs et les organise contre ces plans et contre ce qu'ils signifieraient. Il y a le socialisme. Je pense que le socialisme c'est l'issue



LA DICTATURE MILITAIRE DERNIERE CARTE DU STALINISME

Je viens d'un état très autoritaire, la République Fédérale Allemande, où presque tout est défendu en ce qui concerne la démocratie, les droits des citoyens et les libertés démocratiques. Une seule chose est permise : l'agression de l'Etat et du parti monopoliste contre ceux qui pensent autrement, contre des oppositionnels même s'ils ne formulent que des réticences critiques contre l'opinion du bureau politique qui déclare détenir le « Savoir absolu », pour reprendre une expression de HEGEL.

Les mêmes méthodes

Je suis resté dans cet état autoritaire, c'est-à-dire la R.D.A., six ans derrière les barreaux et je connais les coutumes relatives aux conditions d'emprisonnement qui sévissent dans la sphère d'influence de la bureaucratie stalinienne.

Ces faits me sont coutumiers quand je lis dans le bulletin « Syndicats Libres » n° 17 de septembre dernier, le témoignage de la femme d'un inculpé du K.O.R. : « Il n'y a pas d'air non plus, la fenêtre ne peut pas s'ouvrir à cause des barreaux qui l'en empêchent. On étouffe par manque d'air ».

J'ai connu moi-même très bien ce manque d'air dans les cellules.

Je ne suis pas non plus étonné quand Andrzej GWIAZDA, qui souffre de l'estomac, n'est pas transféré à l'hôpital. Il



n'est même pas transféré à l'infirmerie de la prison ! La seule chose qu'il ait obtenue, c'est la visite hebdomadaire d'un médecin sans possibilité de suivre aucun traitement d'aucune sorte ! C'est le mê-

me type de problèmes que j'ai rencontrés en ce qui concerne ma tension trop élevée. Je sais aussi, que les prisonniers politiques dans les prisons de R.D.A. sont battus et je n'ai pas été étonné d'avoir lu dans un article du « Monde » du 12 septembre que Wladislaw FRASYNIUK (je cite) « a été victime de brutalités en prison et battu par ses gardiens ».

La dictature militaire

Tout cela n'est pas seulement l'expression d'une terreur croissante contre les masses populaires qui se défendent, mais cela témoigne aussi d'une crise du système, dans laquelle la bureaucratie stalinienne est plongée et dont elle tente de se sortir par une plus ou moins ouverte dictature militaire.

C'est mon premier discours en français ; excusez-moi donc, si ce que je veux dire, n'est pas toujours exprimé correctement. La dictature militaire est la dernière carte du stalinisme. Un général qui est premier ministre, secrétaire général du parti et dictateur, tout cela dans une seule et même personne, avec des lunettes de soleil en plus ! Le P.O.U.P., un parti dans le coma avec des officiers mais sans soldats, presque un cadavre et toutes les tentatives de galvanisation n'ont pas réussi à lui redonner vie, c'est l'image de la Pologne d'aujourd'hui après la suppression formelle de l'état de guerre, qui continue d'exister sous de multiples formes.

Parfois la presse bourgeoise renseigne involontairement sur des vérités. On peut lire dans le journal de Berlin-Ouest « Tagesspiegel » du 16 octobre que le système de gouvernement dans la Pologne d'aujourd'hui est basé « sur le pouvoir des militaires et de la police secrète, ce qui d'un point de vue historique crée un précédent, dans les années et les décennies à venir d'autres pays... vont suivre. Des maréchaux soviétiques... pourraient probablement voir dans le modèle polonais une possibilité d'avenir ».

Mais l'état de guerre de facto doit continuer à exister parce que la révolution politique n'est pas battue, elle existe et se développe.

Un combat commun

En tant qu'intellectuel allemand, ce qui m'a rempli de respect et d'admiration, c'est l'étroite liaison entre l'intelligentsia démocratique polonaise et le mouvement ouvrier, comme cela s'est exprimé surtout par l'aide et les conseils du mouvement révolutionnaire « Solidarnosc », par le K.O.R., par les activités des étudiants et les associations d'artistes. Cette étroite liaison montre clairement que le mouvement de libération polonais est une authentique révolution du peuple.



Berlin, juin 1953

Quand des hommes, suite à des circonstances personnelles ont pu accéder à une éducation supérieure ou académique, on dit que ce sont des intellectuels, mais je crois que cela ne suffit pas. Lorsqu'ils tournent leurs connaissances et leurs capacités uniquement dans leur propre intérêt pour obtenir une position supérieure, ils se mettent donc au service des classes exploiteuses et des élites bureaucratiques, ils ne sont pas du tout des intellectuels.

Ce sont donc seulement des « techniciens du savoir pratique », comme l'a dit une fois Jean-Paul SARTRE, même si — en tant que marxiste convaincu — je ne suis pas du tout d'accord avec sa philosophie.

En tant qu'intellectuel, je ne peux désigner quelqu'un comme tel que s'il engage son savoir, son éducation et toutes ses connaissances pour la libération de l'être

humain. C'est-à-dire que, pour moi, être un intellectuel et être un révolutionnaire c'est la même chose, c'est une identité dialectique.

Pour la classe ouvrière comme pour l'intelligentsia, il n'y a rien de plus important et de plus pressant dans la situation actuelle en Pologne que le combat commun pour les droits et les libertés démocratiques.

La classe ouvrière a toujours intérêt à avoir plus de démocratie mais jamais de restrictions. Et l'intelligentsia ne peut réaliser son espérance d'un épanouissement de la culture intellectuelle, que s'il existe

la liberté et la démocratie. C'est dans le combat commun des travailleurs et des intellectuels que se trouve la garantie pour l'avenir de la Pologne, pour la reconquête de sa souveraineté et de son indépendance par rapport à la bureaucratie du Kremlin. Chers camarades et amis, je veux finir avec un mot d'Engels :

Dans la préface de l'édition polonaise du Manifeste du Parti Communiste, ENGELS a écrit en 1892 (je cite) : « la reconstruction d'une Pologne indépendante et forte est une chose qui non seulement concerne les Polonais, mais nous tous. Une authentique et honnête collaboration internationale des nations européennes n'est possible que si chacune de ces nations est elle-même totalement autonome... Les travailleurs du reste de l'Europe ont autant besoin de l'indépendance de la Pologne, comme les Polonais eux-mêmes ».

LA POLOGNE N'EST PAS LA TCHÉCOSLOVAQUIE

— J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'étude de J. Tesar sur les relations entre le P.C. tchèque, les partis ouvriers et la masse de la population tchécoslovaque. Il explique que la population voulait le socialisme après la guerre de 39-45; comment s'est passée cette période en Pologne. Comment le P.O.U.P. a-t-il pris le pouvoir en comparaison avec le P.C.

Réponse :

— Bien sûr, il y a une différence dans l'évolution historique des différents peuples de l'Europe centrale. Surtout dans l'évolution de la question des nationalités, de la question nationale. C'est pourquoi, le chemin historique est différent du chemin parcouru par le peuple tchèque. L'évolution historique en Hongrie est encore différente. C'est pourquoi l'évolution du régime stalinien en Tchécoslovaquie est différente de celle d'autres pays dits socialistes. Il est évident que le régime stalinien en Tchécoslovaquie était plus fort qu'en Pologne; car, en Pologne, il n'y avait pas autant d'illusions sur le régime stalinien qu'en Tchécoslovaquie. Bien sûr, il a dû y avoir aussi des illusions en Pologne.

Je pense que la meilleure réponse à cette question est ce qu'a dit le camarade KACZMARCZYK. Quand il a dit qu'il était entré au Parti communiste en 1956 et qu'en 1961, il en est parti. Si vous me permettez ici de faire une comparaison entre cela et mon histoire personnelle, je n'étais pas membre du P.C. car je critiquais, en 1949, les premières peines de mort en Tchécoslovaquie. Mais, en 1966, c'est-à-dire dix ans après Kaczmarczyk, je suis entré au Parti communiste car je pensais que c'était la voie vers la liberté. Et je pense que ces dix années sont la différence entre moi et le camarade Kaczmarczyk. Je pense que c'est la différence entre les Polonais et les Tchèques.

Au bout de deux ans, j'ai trouvé mon chemin pour lutter pour la liberté. Pour illustrer encore les illusions existantes en Pologne par rapport au P.C., je citerai les forces armées à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Je pense que ce système en Pologne n'était pas basé sur l'Armée rouge, mais qu'il avait des sources nationales, au tout début. On peut

dire cela de tous les pays qui ont lutté aux côtés de l'Union Soviétique contre les nazis. C'est le cas aussi en Hongrie qui est restée jusqu'au bout l'alliée de l'Allemagne hitlérienne. C'est la réponse à la première question.

Maintenant, sur l'euro-communisme

— Je ne connais aucun mouvement d'eurocommunisme en Europe centrale ou en Europe de l'Est qui se serait déclaré pour le pluralisme politique. Je pense que c'est une question-clé. En tout cas, le P.C. tchèque ne l'a pas fait au printemps 1968 — ni au Congrès organisé illégalement pendant l'invasion soviétique. Le Congrès n'a pas adopté le principe du pluralisme politique. Cela a été rejeté comme provocation contre une réforme du communisme. C'est la réponse aux possibilités de collaboration avec ce mouvement. Cela n'est pas la réponse sur nos tendances politiques, à nous les socialistes. Bien sûr, nous, les socialistes, nous faisons des tentatives de collaborer avec les mouvements eurocommunistes. Ce qui est important dans notre situation, mais bien sûr, on ne peut pas travailler avec un mouvement qui rejette le pluralisme parce que le dogme du P.C., le rôle dirigeant de ce parti dans le pays, on ne peut pas l'accepter et c'est le mot d'ordre des partis eurocommunistes en Europe de l'Est, je ne parle pas des partis eurocommunistes en Occident.

Le problème des illusions

Je voudrais dire un mot sur la question soulevée hier : comparaison entre le régime fasciste, nazi et le régime stalinien. Je pense, c'est mon point de vue, qu'on ne peut pas les comparer. Bien sûr, les structures politiques sont les mêmes, pour la raison qu'Hitler a pris ses leçons chez Staline. C'est Staline, l'auteur de la conception du système totalitaire. Mais seulement dans un domaine très étroit, celui de l'institution politique.

Je voudrais donner deux exemples de différence entre ces deux systèmes : d'abord l'idéologie de ce système. Bien sûr, ces deux systèmes sont fondés sur la démagogie de masses. Mais cette démagogie n'est pas la même : elles ne

sont pas au même niveau. Car la démagogie du système stalinien est fondée sur des idées humanitaires interprétées de mauvaise manière. Les bases de cette idéologie, cependant, c'est une évolution de la pensée humanitaire en Europe, et c'est la différence fondamentale avec le régime nazi. Car le régime nazi est, fondamentalement, créé pour s'opposer aux idées humanitaires et on peut le voir dans tous les aspects de cette démagogie : l'égalité des peuples existe dans la démagogie stalinienne, mais dévoyée, et en pratique, ça n'existe pas. Mais dans le système nazi, c'est le contraire qui est à la base du système. Ce n'est qu'un exemple. On peut en parler des heures.

Deuxième chose : on ne peut pas comparer les pratiques de ces deux régimes car le régime stalinien supprime les adversaires politiques tandis que le régime nazi élimine les peuples sur les bases racistes et nationales. L'extermination des peuples, l'extermination des Juifs et ensuite des nations entières. L'extermination des peuples slaves, c'était la théorie mais aussi la pratique du système nazi.

J'en parle longtemps car c'est une des causes des illusions des peuples de l'Est sur le système stalinien. C'est aussi la base d'une tactique de lutte contre ce régime. La tactique contre le régime stalinien ne peut être la même que contre un régime nazi.

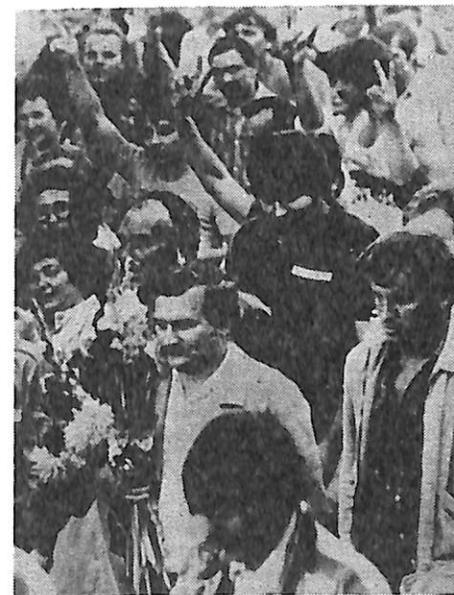
Une particularité de la Pologne

Kaczmarczyk :

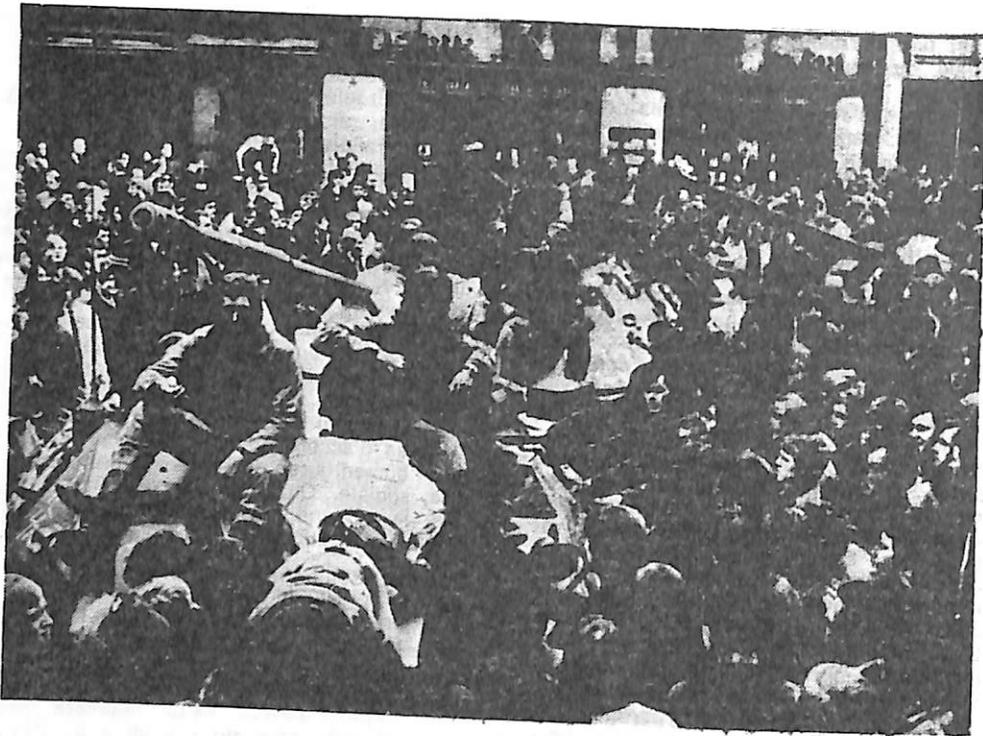
— Je veux, avant tout, ajouter un complément à la question des différences entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. D'abord, le système stalinien en Pologne a exterminé de nombreux militants. On connaît les 16 militants exterminés à Moscou, des militants du Parti socialiste polonais assassinés, l'affaire de Katyn, de l'armée polonaise envoyée en Sibérie. La question principale, c'est que la Deuxième Guerre mondiale a été en fait le quatrième partage de la Pologne et cela découle du pacte germano-soviétique signé entre Ribbentrop et Staline, où la Pologne a été partagée entre l'Allemagne et les Soviétiques. Au moment où l'armée hitlérienne entraînait en Pologne, à l'Est, l'armée soviétique pénétrait elle aussi en Pologne. C'est pourquoi le P.C. en Po-

logne n'a jamais eu la même influence qu'en Tchécoslovaquie. C'est pourquoi, chez nous, en 1956, le système stalinien s'est écroulé, et s'il n'y avait pas eu Gomulka, discrédité pendant cette période stalinienne, il aurait été difficile de prévoir comment tout se serait passé. Car le dirigeant de l'armée polonaise de l'époque était un Russe, le Maréchal Rokocowski. Encore une différence entre les systèmes stalinien et national-socialiste de Hitler. Mais je souligne que je dis toujours : fascisme rouge et non fascisme nazi. C'est une variante. Je ne suis pas d'accord en ce qui concerne les tendances à envahir les autres peuples entre les systèmes nazi et stalinien. Bien sûr, ils ont envahi la Lituanie, la Biélorussie. Je suis d'accord en ce qui concerne les buts humanitaires, les mots d'ordre d'égalité sociale. On tend vers ce but afin que la Pologne devienne une des Républiques soviétiques.

Pendant Solidarnosc, et encore maintenant, en Union Soviétique, les mass média attaquent et attaquent la Pologne : qui aurait ses propres intérêts. Ces propres intérêts, ça veut dire : être dépendants de l'Union Soviétique.



Gdansk, 31 août 1983



Prague, août 1968

Il faudrait écouter notre grand frère ! Voilà le début de l'annexion de la Pologne, de ma patrie. Je pense que les peuples de Lituanie, d'Ukraine, de Bielo-Russie ont droit à l'indépendance. Je voudrais parler des années 50 en Lituanie. En 1955, on a utilisé l'aviation pour détruire la Résistance polonaise dans des endroits nommés : marais rouges. Je le sais d'un ami revenu de là-bas, dans les années 1960. Dans les années 50, en Lituanie, il existait dans les universités des organisations clandestines dont le but était la liberté, l'indépendance de la Lituanie, mais ne mettaient pas en cause l'égalité sociale. Peut-être savez-vous mieux que moi ce que Soljenitsyne a écrit, car vous, à l'Ouest, vous avez l'accès à toutes les lectures, ce que nous ne pouvions pas en Pologne. Peut-être n'est-ce pas Soljenitsyne qui en a parlé le premier. J'ai moi-même appris cela en mars 68 par la presse tchèque. On a commencé à publier des articles sur les camps de concentration — que les détenus politiques y étaient encore plus marqués qu'à Ausch-

witz. Bien sûr, la différence entre ce que j'appelle le fascisme « rouge » et le fascisme d'Hitler est que le fascisme hitlérien provoque immédiatement la protestation de tous ceux qui aspirent à la liberté, mais l'autre est plus vicieux, car il veut régner sur la base de mots d'ordre humanitaires. Pour illustrer cela, je dirais que le N.K.V.D. en Russie était plus développé que le même type d'appareil de répression en Allemagne.

En printemps 1940, en mars, le N.K.V.D. arrive à Cracovie et signe un accord avec la Gestapo pour lutter contre la résistance polonaise. Ensuite, la Gestapo s'approprie les méthodes du N.K.V.D. qu'elle trouvait meilleures. Bien sûr, Hitler a toujours dit la supériorité du peuple allemand — qu'il est fait pour régner sur les autres peuples. C'est une doctrine nazie, fasciste qui existe encore dans maints endroits du monde. Par contre, la définition du totalitarisme pour le totalitarisme du système de l'Est n'est pas assez fort. C'est pourquoi je dis : fascisme rouge.

La haine comme système de gouvernement

— Moi, je suis syndicaliste. Je n'ai jamais été membre du parti, et comme syndicaliste, je voudrais dire quelques mots.

Il faut savoir que le système de gouvernement dans nos pays s'appuie avant tout sur la haine.

Officiellement, on vous explique qu'il s'agit de la haine contre le capitalisme, contre la bureaucratie, contre la bourgeoisie. Mais en réalité, il s'agit de semer cette discorde et cette haine entre nos rangs ; la haine de l'ouvrier contre l'intellectuel, des jeunes contre les vieux et des peuples contre d'autres peuples. Cela s'est produit dans notre histoire, tout comme dans l'histoire de la Tchécoslovaquie. Nous savons bien qu'en 1968, la Russie est entrée avec ses armées en Tchécoslovaquie. Mais n'oublions pas que parmi ces armées, il y avait aussi l'armée polonaise. C'était des soldats polonais qui étaient dans ces tanks. Il est évident que dans un pays où la presse, la radio, tous les moyens d'information sont dans les mains du gouvernement et le servent, cette affaire a pris des proportions immenses. Et on a pu ainsi semer la haine du peuple tchécoslovaque contre le peuple polonais. Aujourd'hui, en revanche, on dresse contre les peuples la peur de l'intervention de la République démocratique allemande. Et effectivement, très officiellement, très souvent, on nous fait connaître des témoignages de haine de la société dans ce pays contre la Pologne. Vous qui, par exemple, avez traversé l'Allemagne de l'Est pour aller en Pologne, vous le savez. Mais je tiens à vous dire que Solidarnosc a compris cela et que c'est pour cette raison qu'à notre premier Congrès national de Solidarnosc, nous avons adopté cette lettre à tous les peuples d'Europe de l'Est, de tous les peuples asservis par ce système. Car nous sommes conscients que nous ne pouvons changer quelque chose de ce système que tous ensemble. Cela est impossible de réaliser par les Polonais seuls, par les Tchécoslovaques seuls ou par les Hongrois seuls. Eh bien, évidemment, c'est très difficile, car tous nos peuples sont isolés. Mais nous sommes persuadés que, tôt ou tard, notre solidarité réussira cela.

La mémoire de la classe ouvrière

Question Pologne, pendant et après la guerre

Française :

— Ce qu'on peut dire de la Pologne, de la période de la guerre et de l'après-guerre, et Pierre Lambert le soulignait lui-même, la différence commence déjà dans le souvenir marquant les travailleurs polonais en 1920. Et il est incontestable que l'entrée de l'armée soviétique ne signifie pas la même chose en 1945 pour les travailleurs en Pologne ou dans d'autres pays. Reste dans la mémoire qu'en 1920, ils ont repoussé l'entrée de l'armée soviétique avec ce qu'on appelle le miracle de la « Vistule », c'est-à-dire avec une supériorité numérique très importante pour l'Armée rouge à l'époque, les Polonais repoussent l'Armée rouge hors de Pologne. Armée rouge qui n'avait pas d'ailleurs une grande conviction pour se battre. Il est certain que c'est resté inscrit dans la conscience. Puis, il y a 1939. Le pacte Staline-Hitler — Ribentrop-Molotov, la clause secrète de partage de la Pologne, le coup de poignard dans le dos, Staline investit les territoires orientaux de la Pologne.

Au moment où la Pologne se bat contre l'invasion hitlérienne et cela est aussi quelque chose qui est difficile à effacer de l'histoire. Il y a également Katyn. Découverte dans la forêt de Katyn des corps des officiers de l'armée polonaise assassinés lâchement. Des témoignages, précis, d'une mission de la Croix Rouge Internationale sur place démontraient que la position des corps indiquait qu'on avait obligé chaque officier à se coucher sur le cadavre de celui qui venait d'être assassiné et alors, on les achevait d'une balle dans la nuque. Cette sauvagerie stalinienne n'a rien à envier aux méthodes des nazis. Cela aussi est resté dans la mémoire de la classe ouvrière polonaise.

Enfin, juste après l'entrée de l'armée soviétique, à l'été 1944, s'est passé un événement encore plus grave lorsque Varsovie s'est insurgée. Indépendamment de savoir si cela s'est produit sur décision du gouvernement de Londres uniquement ou aussi parce que la population l'a ressenti comme un besoin.

En tous cas, Varsovie s'est insurgée. Ainsi, sur la rive occidentale, Varsovie se battait avec les sections de l'Armée de la Résistance A.K. et de l'autre côté de la Vistule, sur la berge orientale, dans le quartier de Praga, stationnaient les forces de l'armée soviétique qui ont ainsi attendu l'écrasement de Varsovie et sa destruction par l'Armée d'Hitler. La destruction totale et l'anéantissement de la ville, détruite à 90%. Ensuite, leur entrée dans la ville s'est accompagnée d'un sentiment de tromperie difficile à effacer. A tel point que vous pouvez chercher dans les manuels d'histoire contemporains polonais, vous ne trouverez pas trace de tous ces événements dont je vous parle. Et cette question d'histoire démontre, et nous en reparlerons dimanche dans l'exposé sur l'Enseignement en Pologne que la lutte pour une histoire vraie, de la Pologne moderne, est une question fondamentale

L'après-guerre

Cette période a coûté la vie à de nombreux militants de « l'Armée du pays » — Armia Krajowa (A.K.) — de la résistance contre l'occupation nazie. Elle a coûté la vie aux militants et aux cadres dirigeants du P.P.S. — Parti socialiste polonais. Seulement à ce prix fut possible l'unification forcée et contrainte avec le P.P.R. — c'est-à-dire le parti ouvrier polonais — créé à Moscou pendant la guerre. De cette « unification » est né le Parti ouvrier unifié polonais — dont aujourd'hui le général Jaruzelski est le premier secrétaire. Ainsi, tout ce processus s'est opéré sur la compromission du P.P.S. authentique, rendue possible par la destruction physique de ses cadres et de ses militants.

Cependant, ces phénomènes sont complexes. Ainsi, cet après-guerre est aussi marqué par tout un mouvement de reconstruction du pays par la population laborieuse.

Les travailleurs s'attèlent à la reconstruction du pays sans regarder à dépenser leur sueur, à travailler pour rien, ou presque pour rien. Parfois, au début, sans salaire. Et c'est indéniable. Pour eux c'est lié au caractère du pays à reconstruire : une nouvelle Pologne, une Pologne populaire. Les ouvriers reconstruisent et remettent en marche des usines qu'ils considèrent comme les leurs, un

pays qui leur appartient, je le rappelle dans mon exposé — c'est l'article premier de la Constitution. Il y a d'ailleurs un film d'un réalisateur connu que vous connaissez peut-être, Andrzej Wajda et le film « L'homme de marbre » qui retrace fidèlement cette période. L'histoire d'hommes qui, effectivement, étaient jeunes, qui n'avaient pas vécu de la même façon la guerre et qui se sont donnés corps et âmes à cette reconstruction, qui se sont engagés y compris dans le mouvement stakonoviste. Ces hommes se sont heurtés évidemment à ce qu'est le stalinisme, dans toute sa « pureté », la répression du vivant de Staline et de Biéret : un citoyen sur sept est passé par les prisons à cette époque en Pologne. Je citerai un exemple : celui de l'ouvrière Anna Walentynowicz, à cette époque, pionnière du mouvement des femmes travailleuses pour la construction du socialisme, qui raconte elle-même sa prise de conscience du stalinisme et comment avec cette expérience elle s'est engagée dans le combat en 1970, en 1980. Dans ce combat encore aujourd'hui pour la défense de Solidarnosc, pour la défense des droits des travailleurs et des droits du peuple polonais. Je ne crois pas que cela soit une façon d'épuiser la question. C'est une introduction à la discussion qui va continuer, car cette question est importante.



L'INDEPENDANCE DE L'ENSEIGNEMENT CONTRE L'ENDOCTRINEMENT STALINIE

La naissance de notre syndicat

Au début, au tout début de notre mouvement, il y a eu tout simplement les besoins et les revendications de notre société et aussi et peut-être surtout ses espoirs déçus. Notre syndicat est né en protestation contre les violations des droits, de la légalité et contre le fait qu'on n'était pas respecté et gouverné comme il le fallait. Il ne s'agit pas seulement de nos conditions d'existence bien qu'elles aient été difficiles, conditions de travail dures et qui parfois ne portaient pas leurs fruits. Mais l'histoire nous a appris qu'on n'avait pas de pain sans liberté. C'est pourquoi mon syndicat lutte pour la justice, pour les droits, pour la liberté, pour le droit d'avoir ses propres convictions.

Pour cette raison, après la signature des accords à la suite de la grève d'août 80 à Gdansk, un point très important a été pris en compte. Le comité de grève de Solidarnosc a obligé les autorités à engager des pourparlers sur le plan de la question de l'enseignement en Pologne. Et immédiatement après la reconnaissance de notre syndicat, ont été élues démocratiquement, ouvertement, des commissions chargées d'entamer les pourparlers avec le gouvernement.

Les ouvriers ont entamé des pourparlers avec le gouvernement sur le plan des droits des travailleurs.

Les médecins demandaient des modifications dans tous les services de la santé en Pologne.

Les instituteurs ont exigé un changement du système de l'Education nationale.

Et j'ai eu l'honneur d'être membre de cette commission, de neuf représentants chargés de négocier ces problèmes avec le gouvernement.

Nos négociations ont commencé à la mi-septembre 1980. Nous avons présenté au gouvernement une liste de 148 revendications présentées par la société, concernant l'éducation. Mais malheureusement, nos négociations ont duré deux mois sans résultats. Tout cela s'est passé à Gdansk, car comme vous le savez, à ce moment-là, Gdansk était devenu la capitale de Solidarnosc. Et c'est pour cela que le 7 novembre, après deux mois de négociations infructueuses, nous nous sommes

décidés à proclamer la grève d'occupation.

Nous avons occupé la mairie régionale en attendant onze jours pour la venue d'une commission de négociation de la part du gouvernement. Cela n'a pas été infructueux. Car cela nous a permis de faire connaître et de proposer, auprès de l'ensemble de la société, des nouvelles conceptions sur l'Education nationale. Une éducation qui ne devait plus servir d'instrument au pouvoir mais être au service de la société.

Et ce qui est un exemple rayonnait non seulement pour la Pologne, mais pour l'ensemble du monde, c'est que nous n'avons pas été les seuls, nous enseignants, à lutter pour ces droits.

Pendant toutes ces journées et toutes ces nuits, nous avons toujours été entourés par Lech Walesa, Andrzej Gwiazda, B. Borusiewicz, J. Kuron, A. Walentynowicz, qui nous conseillaient, qui discutaient comment obtenir ce que nous voulions, sur quoi nous pouvions éventuellement céder et sur quoi nous ne pouvions absolument pas céder.

Au bout de dix jours de grève, Lech Walesa, à la tête de la commission nationale, s'est rendu à Varsovie pour exiger du gouvernement qu'il entame les pourparlers pour signer avec les enseignants.



Et les ouvriers des entreprises ont fixé une date limite du 17 novembre comme ultimatum au gouvernement au cas où celui-ci n'aurait pas entamé les pourparlers. Date à laquelle ils proclameraient une grève de solidarité avec nous. Heureusement, cette grève n'a pas eu lieu car la commission gouvernementale est venue le 15 novembre et après des jours et des nuits de négociations, le 17 novembre, à 5 heures du matin, nous avons signé un accord. Voilà un peu d'histoire pour vous montrer ce qu'a été notre lutte.

Notre lutte

Maintenant, je vais vous dire ce qu'exigeaient les instituteurs.

Premièrement, nous demandions une meilleure participation de la part réservée à l'enseignement dans le partage du revenu national.

L'enseignement en Pologne est vraiment très pauvre. Les instituteurs ont des salaires très bas. On manque d'une aide sur le plan de l'enseignement, on manque de livres, de cahiers. Car on attribue à l'enseignement en Pologne 3,3 % du budget global de l'Etat, et en fait moins étant réalisé.

Nous demandions que cette part soit doublée, à savoir 6,6 % du budget pour l'enseignement. Ce n'était pas des grosses revendications. Si je ne me trompe pas, en France, ce chiffre est aux environs de 12 %. Le point suivant était d'accorder à toutes les écoles et universités une autonomie totale. C'était notre défense contre la russification de la société. Car c'est le parti qui décidait des anniversaires, des commémorations qu'il fallait célébrer et évoquer dans les écoles et celles dont il ne fallait plus se souvenir. Nous exigeons que les directeurs des écoles, les recteurs, les responsables soient élus par nous et non pas nommés par le parti. Car ces directeurs étaient au service de ses institutions et non de la société. Le point suivant important était d'expulser tout mensonge des programmes de l'enseignement. Tous les programmes de l'enseignement en Pologne ont subi l'endoctrinement du système. Tous les programmes, ai-je dit, mais les plus déformés étaient : l'histoire, la littérature, la géographie. Si l'on prend la littérature, la Pologne a

trois prix Nobel de littérature qui étaient interdits dans les écoles. Le dernier de nos lauréats du prix Nobel, Czeslaw-Milosz, était totalement interdit dans le pays. Avoir des poèmes et des livres de Czeslaw Milosz pouvait emmener jusqu'à la prison.

Et nous exigeons donc que toute la littérature, non seulement les œuvres polonaises, mais mondiales, puissent faire parti de nos programmes d'enseignement. Le programme d'histoire était particulièrement truffé de mensonges. Il ne s'agit pas d'inciter à la haine envers le peuple soviétique, mais au contraire d'expliquer et d'éclaircir certains problèmes. Cela aurait peut-être permis de meilleures relations et d'éviter des questions qui nous divisaient. L'historien, le professeur d'histoire était obligé de mentir.

En Pologne, il y a toujours des gens qui vivent et qui se souviennent de l'agression soviétique en 1939. Les élèves posaient des questions à ce sujet, mais on n'avait pas le droit d'en parler. L'enseignant qui disait la vérité pouvait immédiatement perdre sa place. Je ne vais pas passer en revue tous les programmes d'enseignement car je pense que cela ne vous intéresse pas en ce moment, j'ai parlé ici des problèmes fondamentaux.



Evidemment, nous exigeons aussi l'amélioration de la situation matérielle des enseignants. Nous demandions la réduction du nombre d'heures. Car l'enseignant polonais travaillait et travaillait de très nombreuses heures.

En fait, ce sont ces revendications-là qui ont entraîné le plus de difficultés. D'autres n'ont pas posé de problèmes, le gouvernement a signé assez facilement, mais celles-ci étaient véritablement au cœur des problèmes.

Et comme je vous l'ai dit, après beaucoup de difficultés et de problèmes, grâce à l'aide des ouvriers, un tel accord a été conclu et signé.

Nous avons créé nos propres commissions

D'autre part, le gouvernement a pris l'engagement d'éditer les nouveaux programmes expurgés de mensonges, d'élaborer de nouveaux manuels qui contiendraient tous les faits réels et vrais et améliorer la situation matérielle dans l'enseignement. Malheureusement, rien n'a été possible de leur faire réaliser. Alors nous-mêmes à nouveau nous nous sommes mis au travail. Différentes commissions se sont créées spontanément qui commençaient à travailler et élaborer chacune un programme différent. J'ai en main ici le programme d'histoire élaboré par une commission de « Solidarnosc ». Il a été également édité par une imprimerie ouvrière à Pulawy, à côté de Lublin, et envoyé par nos soins à toutes les écoles, toutes les universités et instituts scientifiques. Nous avons nous-mêmes commencé à éditer des aides (« manuels ») pour l'enseignement. Nous étions trop peu nombreux pour pouvoir refaire tous les programmes, aussi avons-nous décidé de nous consacrer à ceux qui avaient été les plus déformés. Et

nous avons aussi décidé de commencer la lutte contre la russification. En Pologne, la première langue obligatoire dans les écoles est la langue russe. Nous considérons que c'est aux élèves et aux parents de décider la langue qu'ils vont apprendre.

Nous avons aussi essayé de faire expurger tous les points qui concernaient une fausse glorification de l'U.R.S.S.

Ce combat, ce travail n'étaient pas faciles. Mais ce qui est important c'est qu'à chaque pas, à chaque instant nous avons rencontré la sympathie et l'appui de larges couches de la société.

La société comprend très bien que les modifications dans notre pays dépendaient des changements moraux, de la façon de soulever les problèmes. Croyez-moi, l'industrie, l'agriculture, l'économie avec des moyens, un bon fonctionnement peuvent être remises sur pied très rapidement en quelques mois peut-être. Mais pour modifier le psychisme de l'individu, pour modifier des comportements sociaux, il faut des années et parfois des dizaines d'années.

C'est pour cela que notre combat des enseignants, a trouvé un puissant soutien dans le programme du syndicat « Solidarnosc », qui a été adopté au Congrès. J'ai ce programme également devant moi, où les questions de l'enseignement sont exposées largement et de manière importante.



EXPEDIEE DE LA PRISON DE ZALEZE.
200 JOURS D'INTERNEMENT.
"POZA CENZURA": HORS CENSURE

Aujourd'hui dans la clandestinité

Aujourd'hui où notre syndicat est obligé de passer dans la clandestinité, alors qu'on a l'impression de lutter simplement pour tenir bon pour la continuité, pas un seul instant la société n'a oublié ces questions fondamentales. Dans la clandestinité existe une commission nationale de l'enseignement, une commission de la culture. Tous ces programmes, toutes ces thèses programmatiques sont discutées et réalisées, mais cela est fait avec de grandes difficultés. En Pologne, il existe au moins 800 cercles d'enseignement indépendants. Les gens, comme pendant l'occupation, se réunissent par petits groupes dans des appartements. Ils lisent les littératures indépendantes, interdites en Pologne. Ils discutent. Ils créent aussi de nouvelles valeurs culturelles. Les écrivains écrivent, les peintres peignent, les enseignants enseignent la vérité. Je le répète, c'est très difficile, à chaque instant il y a des arrestations mais les places sont prises par d'autres. Dernièrement, nous avons reçu au comité, ici à l'ouest, une demande pour trouver des fonds pour aider la culture indépendante, pour aider l'enseignement indépendant. Grâce au sacrifice de la population française, qui a soutenu notre comité et lui a envoyé des fonds, nous sommes en mesure d'attribuer cette somme à l'enseignement indépendant.

Je voudrais vous dire que nous avons également lutté pour le statut de l'enseignant, car la charte de l'enseignant élaborée par le pouvoir ne nous satisfait pas. La charte de l'enseignant définissait celui-ci comme un fonctionnaire de l'Etat, donc une personne qui n'a pas le droit d'avoir sa propre pensée, ses propres conceptions, mais qui doit obéir et réaliser ce qu'on lui impose.

Le statut de l'enseignant

Mais, ici devant moi également, le projet de statut de l'enseignant élaboré par nous « Solidarnosc ». Ce projet a été discuté avec Bronislaw Geremek, avec Wictor Kulerski, Broniek Szynski. Moi-même j'étais dans la commission, et d'autres qui venaient s'associer à nos travaux.

Et toujours, systématiquement, nous rejetons un terme — ce qui vous étonnera certainement —, le terme qui voulait nous

être accordé, à savoir : enseignant socialiste. Car les projets, dans les lois de notre gouvernement, tout devait être socialiste : la jeunesse socialiste, l'éducation socialiste formée de façon socialiste. Nous avons répondu : « Nous ne voulons pas forger la morale socialiste, car nous ne voulons pas de quel socialisme il s'agissait.

Il en était de même avec le programme de notre syndicat. Le gouvernement nous a beaucoup critiqués, car dans les 40 pages des programmes que nous avions élaborés, on n'a pas trouvé une seule fois le mot « socialisme ».

Bien évidemment on n'y trouvait plus le mot « socialisme », mais ce que nous voulions et voulons et représentons comme les fondements et ce que doit être le socialisme, oui, cela s'y trouvait.

Il faut avoir beaucoup de confiance

Et je dois vous faire une confidence. Je voudrais vous dire que j'admire et j'ai beaucoup de respect et d'étonnement à la fois pour Edmund Baluka. Il faut avoir beaucoup de confiance dans ses amis, dans la société, dans les travailleurs pour, dans ce pays tel qu'il est aujourd'hui, fonder un parti socialiste.

Et si ce parti, fondé par Edmund Baluka, a trouvé autant d'appuis, autant de personnes, autant de partisans, c'est uniquement grâce à son mérite personnel, ce qu'il représente, sa force, et qu'il a su parmi ses amis trouver l'aide et le soutien et grâce en fait qu'il a su se faire reconnaître.

Je me rends bien compte que vous êtes fatigués par toutes ces journées de débats et je ne vais pas prolonger davantage cette intervention, simplement si vous avez des questions concernant l'éducation, l'enseignement, j'y répondrai avec toute sincérité et avec plaisir. Merci.



MOUVEMENT DEMOCRATIQUE INTERNATIONAL ET SOLIDARNOSC

Camarades !

Il y a quelques jours, me trouvant au Palais de justice pour des besoins professionnels, un confrère africain vint vers moi et me dit qu'il avait depuis quelque temps déjà le désir de me poser une question : « Pourquoï, me demanda-t-il, vos amis et vous semblez concentrer tous vos efforts sur les événements de Pologne ? N'y a-t-il pas des faits d'oppression aussi graves sur d'autres continents, dans d'autres pays et notamment dans le tiers monde ? »

Naturellement je n'eus aucune peine à lui répondre, car j'ai consacré 30 ans de ma vie à la défense des militants de tous les mouvements d'émancipation coloniale, il s'agit du Vietnam, du Maroc, de la Tunisie, de l'Algérie et de Madagascar et dans la période actuelle les défenseurs des droits de l'homme que nous sommes, ne font aucune distinction dans la dénonciation des régimes d'oppression qu'il s'agisse de l'odieux racisme d'Afrique du Sud, de l'intervention des mercenaires américains au Nicaragua ou de la guerre dirigée par la bureaucratie russe contre le peuple afghan.

Des racines lointaines

Cependant ma réponse, si elle était limitée à ces mots, n'aurait pas été suffisante. Car il est vrai que le processus qui se déroule en Pologne depuis 1980 et qui eut des racines dont nous parlait hier Françoise Baluka, des racines beaucoup plus lointaines, présente pour le mouvement ouvrier et démocratique mondial une importance exceptionnelle. Par sa dimension d'abord, plus de dix millions de travailleurs ont adhéré à Solidarnosc.

Les manifestations dont nous avons eu l'écho démontrent que tout le peuple polonais a vécu et continue de vivre à l'heure de Solidarnosc. Par la revendication, par les travailleurs polonais du droit de constituer un syndicat indépendant de l'Etat, quel que soit ou quel que puisse être cet Etat, revendication d'un droit absolument fondamental qui vaut pour aujourd'hui mais aussi pour l'avenir, même

si un véritable pouvoir socialiste était institué, aussi par des méthodes démocratiques utilisées par ce parti, action collective décidée autant que possible démocratiquement, et enfin le processus engagé en Pologne est d'une importance exceptionnelle par son caractère essentiellement démystificateur.

L'imposture de ce régime dit socialiste et populaire est mise à nue. La nomenclature apparaît en toute clarté et d'une manière aveuglante parce qu'elle est une couche parasitaire de privilégiés qui ne se maintient que par la répression et la menace toujours suspendue de l'intervention russe. Comment un tel régime pourrait-il encore se réclamer de la classe ouvrière alors que le POUP sape l'appendice du pouvoir et est totalement déconsidéré et que les travailleurs, tous derrière Solidarnosc revendiquent avec l'intelligentsia et la paysannerie et contre le pouvoir les droits et libertés primordiaux dont ils sont privés.

L'envers du tableau

Le mouvement ouvrier et démocratique polonais, dans la lutte qu'il a engagée et qu'il poursuit, représente un immense espoir. Malheureusement, camarades, il y a l'envers du tableau. La lutte des travailleurs et du peuple polonais se poursuit dans les conditions les plus difficiles et à travers les plus grandes épreuves.

Depuis le 12 janvier 1981, le général Jaruzelski, hissé au pouvoir par une révolution de palais longuement préméditée, a déclaré l'état de guerre au peuple. La situation nouvelle s'est traduite par des milliers d'internements, emprisonnements, de condamnations, de licenciements et de persécutions de toutes sortes. Représentez-vous ce que peut le pouvoir à l'égard des travailleurs et des personnes puisqu'il dispose de tous les pouvoirs y compris le pouvoir économique de licencier et de pousser à la misère des familles polonaises. Et il existe un facteur important qui peut aider la résistance polonaise, car le peuple polonais et les travailleurs polonais résistent et ce facteur

LA QUESTION DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Questions sur la social-démocratie, sur les préoccupations internationales du P.S.P.P.

— On nous reproche de ne pas être de bons défenseurs des libertés internationales, de nous enfermer dans un cadre uniquement national.



— La social-démocratie en Pologne s'est incarnée dans le S.D.K.P.L. social-démocrate du royaume de Pologne et de Lituanie, qui avait parmi ses grands dirigeants Rosa Luxembourg. Avec la S.D.K.P.L., le P.P.S. gauche a fini par former le P.C. polonais. Je ne sais pas si le retour aux idées social-démocrates seront les plus fortes en Pologne, si c'est cette tendance qui se dégage, une tendance qui a surtout misé dans des liens internationalistes de la classe ouvrière.

La question nationale

Malheureusement, le cours des événements a été moins rapide, que ne l'escomptaient les nationalistes polonais et la question nationale est demeurée un problème fondamental essentiel, qui ne peut pas être laissé de côté, par la classe ouvrière et le mouvement ouvrier, mais ce n'est pas dans le cadre de ces débats d'approfondir cette discussion. C'est un fait pourtant que le caractère du mouvement socialiste polonais, à partir d'une certaine époque et de deux ailes qui se sont dégagées de « Prolétariat », la première organisation ouvrière polonaise, et puis du P.P.S. ont été beaucoup plus

marquées par le caractère national de la révolution polonaise, par le caractère national de la lutte, y compris du prolétariat en Pologne. Je vous donne un exemple tiré du livre « Poznan, juin 56 », le premier livre publié sur les procès en 1956. Procès de Poznan organisés contre les dirigeants des protestations de Poznan.

« Le juge dit : ... la foule qui attaquait le tank portait un drapeau. Lequel ? Le témoin dit : le nôtre, le drapeau polonais.

Cela est dit en 1956, dans un pays encore dans l'ombre de l'appareil stalinien le plus pur plane dans la salle du tribunal. Après octobre 1956, cela vous montre la profondeur déjà alors (et qui n'a fait que se renforcer sur la base du développement ultérieur du combat des ouvriers, de cette question « nationale » aujourd'hui en Pologne, de cette liberté de la nation, de ce problème de la libération du pays et le point numéro un du programme du P.S.P.P. est : *la liberté du pays.*

Effectivement, rien n'est tranché et nul ne sait quelle voie prendra le mouvement socialiste dans ses développements ultérieurs et peut-être qu'il renouera avec une tradition plus riche encore en s'appuyant sur différentes expériences et différents courants issus du mouvement ouvrier polonais, car il faut savoir que c'est Staline qui a dissout et détruit le P.C. polonais. Il faut savoir que les militants communistes polonais ont été assassinés par Staline. Et que si « War-exemple à une grande usine de Szczecin, en Pologne, c'est aussi le nom d'un militant qui a payé de sa vie son engagement pour le communisme.

Il est difficile de dire quel cours prendra la situation, quel cours suivra le développement du mouvement socialiste en Pologne.

Il est une chose, et je terminerai sur cette question, de l'internationale socialiste, actuellement, c'est d'ailleurs une grande tragédie pour tous ceux qui, à l'Est, se réclament du mouvement socialiste et de cette tradition, c'est une question qui est liée à des accords internationaux signés à Yalta, Postdam et Téhéran, mais les représentants des Partis socialistes polonais, les représentants des



courants socialistes en Europe de l'Est n'ont pas la voix véritablement représentée au sein de l'internationale socialiste. Il existe une union des partis socialistes d'Europe de l'Est, dont le président est un Tchèque qui s'appelle Guerard, et il a plus d'une fois protesté contre cet état de fait. Les sections ainsi regroupées dans cette union ont le droit de siéger lors des réunions de l'Internationale socialiste, mais n'ont pas le droit de se prononcer, c'est-à-dire de voter. Et c'est un problème qui reste grave de ce point de vue.

Yan Tesar sur la question de l'internationale socialiste

— Je suis membre et militant du Parti social-démocrate de Tchécoslovaquie. J'ai été membre de la partie qui est dans la clandestinité dans le pays. Je me sens obligé d'intervenir par rapport à cette question.

A la fin de l'année 1980, il y a eu le congrès de l'internationale socialiste représentant de défense des droits de l'homme et du citoyen dans ce pays. Elle y a donc délégué l'un de ses représentants à l'étranger.

Solidarnosc n'était pas invitée, bien que déjà à l'époque elle était une organisation de millions d'adhérents. Est-ce que c'était une situation normale ou paradoxa-

le, c'est une opinion qu'il faut discuter. Et pourquoi en était-il ainsi, voilà mon opinion là-dessus.

C'est typique de la politique qui a été celle de l'internationale socialiste et notamment de ses partis à l'Ouest, ne pas aller trop vite dans le combat contre les régimes totalitaires, essayer de progresser à petits pas. Je ne voudrais pas parler plus longtemps de cette politique car je n'en suis pas l'auteur.

Je voudrais dire simplement quelques mots pour notre parti. Dans l'organe central de notre parti — S.D. de Tchécoslovaquie —, nous avons critiqué cette politique non seulement cette politique du présidium de l'internationale socialiste mais aussi la « Charte 77 » elle-même dans le pays, d'avoir accepté cette invitation en sachant que « Solidarnosc » n'était pas invitée. Nous avons écrit ouvertement que nous nous sentions liés à nos frères et qu'il n'y a aucun courant politique quel qu'il soit qui n'ait autant d'importance et de signification pour nous que Solidarnosc en Pologne, que nos frères avec qui nous nous sentons liés à la vie et à la mort, et qu'il n'y a aucune manœuvre politique, aucune force à l'Ouest qui soit capable de nous faire changer d'avis à ce sujet.

Utilisez ! Faites remplir ces bons !

NOM
PRENOM Adresse

Je m'abonne pour.....numéros à partir du N°.....

.....

pour l'édition française, polonaise (1)

(1) rayer la mention inutile.



NOM
PRENOM Adresse

Je m'abonne pour.....numéros à partir du N°.....

.....

pour l'édition française, polonaise (1)

(1) rayer la mention inutile.



NOM
PRENOM Adresse

Je m'abonne pour.....numéros à partir du N°.....

.....

pour l'édition française, polonaise (1)

(1) rayer la mention inutile.



NOM
PRENOM Adresse

Je m'abonne pour.....numéros à partir du N°.....

.....

pour l'édition française, polonaise (1)

(1) rayer la mention inutile.

ABONNEMENTS

Six numéros - un an : 50 F soutien : 100, 150 F
Prix au numéro: : 10 F
C.C.P., chèques à l'ordre de : Association Szerszen
Adresse : 91, rue du Faubourg Saint-Denis, Paris 75010 (France).

Szerszeń

(LE FRELON)

TRIBUNE LIBRE D'INFORMATION ET DE DISCUSSION

Plate-forme provisoire du PSPP

Nous donnons les treize points suivants de notre programme pour l'orientation de nos lecteurs. Dans les prochains numéros nous nous proposons de les développer, point par point, plus largement.

1. La liberté du pays.
2. La destruction du monopole du POUP, qui ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière, mais est soumis servilement au PCUS.
3. L'évacuation de l'armée du Kremlin du territoire polonais.
4. La dissolution des forces répressives de la milice — MSW — dépendant du ministère de l'Intérieur, qui ont pour modèle les formations hitlériennes SS et staliniennes du KGB.
5. Les syndicats indépendants soumis à aucun parti politique, ni à aucune autorité administrative ou gouvernementale.
6. Le droit de grève (garanti par la Constitution).
7. La garantie des libertés individuelles, de la liberté de réunion et de rassemblement (garanti par la Constitution).
8. Liberté de la presse, de la radio, de la TV. La suppression

de la censure, ce qui concerne aussi toutes les publications des gens de lettre et écrivains.

9. La constitution des conseils ouvriers dans toutes les entreprises, qui auront une voix décisive dans les affaires sociales et économiques.

10. Le changement de la procédure des élections au Parlement. Le Parlement d'aujourd'hui est une parodie, car les députés acclament seulement les décisions du comité central du POUP.

11. La garantie constitutionnelle que l'armée polonaise et les formations armées de la milice civile MO n'interviennent pas contre les manifestations et contre les ouvriers en grève.

13. L'annulation des accords avec l'URSS, traités nuisibles à la Pologne (entre autres), les traités de Yalta, Téhéran et Potsdam).

SOUTENEZ LE P S P P



Timbres du PSPP confectionnés par les internés.

« Est-ce que la construction du socialisme en Pologne doit être l'œuvre d'une société baillonnée, paralysée par les décisions draconiennes de l'élite du pouvoir ? On peut enfermer les poignets dans les menottes, mais l'esprit lui demeure toujours libre et c'est un grand danger pour les tyrans quelles que soient les couleurs dans lesquelles ils se drapent ou les inscriptions de leurs drapeaux (...). J'ai toujours été et je serai toujours fier d'être polonais. Je suis fier des valeurs et des actes du peuple polonais, fier de l'histoire des générations du peuple polonais.

Malheureusement je ne suis pas fier des gouvernements et des autorités d'Etat. Je ne suis pas fier actuellement du mot socialisme, bien que le socialisme soit le but de toute ma vie.

On ne peut pas décréter le socialisme.

On ne peut pas l'imposer, ni par des décrets ni par la violence. Le socialisme est l'expression des intérêts et de la volonté du peuple travailleur. »

Edmund Baluka, dirigeant du PSP, devant le tribunal militaire de Bydgoszcz.

- 10 F -